

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/200428]

Extrait de l'arrêt n° 2/2016 du 14 janvier 2016

Numéros du rôle : 6053 et 6098

En cause : les recours en annulation totale ou partielle (article 2) de la loi du 8 mai 2014 modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté, introduits par V.V. et par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 6 octobre 2014 et parvenue au greffe le 7 octobre 2014, V.V., assistée et représentée par Me J.-M. Arnould, avocat au barreau de Mons, a introduit un recours en annulation de la loi du 8 mai 2014 modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté (publiée au *Moniteur belge* du 26 mai 2014).

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 26 novembre 2014 et parvenue au greffe le 27 novembre 2014, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, assisté et représenté par Me E. Maes et Me Y. Thiery, avocats au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation de l'article 335, § 1^{er}, alinéa 2, dernière phrase, du Code civil, tel que cet article a été remplacé par l'article 2 de la loi du 8 mai 2014 précitée.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 6053 et 6098 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la loi attaquée et à son contexte

B.1.1. L'article 2 de la loi du 8 mai 2014 modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté (ci-après : la loi du 8 mai 2014) remplace l'article 335 du Code civil par la disposition suivante :

« § 1^{er}. L'enfant dont la filiation paternelle et la filiation maternelle sont établies simultanément porte soit le nom de son père, soit le nom de sa mère, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux dans la limite d'un nom pour chacun d'eux.

Les père et mère choisissent le nom de l'enfant lors de la déclaration de naissance. L'officier de l'état civil prend acte de ce choix. En cas de désaccord ou en cas d'absence de choix, l'enfant porte le nom de son père.

§ 2. L'enfant dont seule la filiation maternelle est établie, porte le nom de sa mère.

L'enfant dont seule la filiation paternelle est établie, porte le nom de son père.

§ 3. Si la filiation paternelle est établie après la filiation maternelle, aucune modification n'est apportée au nom de l'enfant. Il en va de même si la filiation maternelle est établie après la filiation paternelle.

Toutefois, les père et mère ensemble, ou l'un d'eux si l'autre est décédé peuvent déclarer, dans un acte dressé par l'officier de l'état civil, que l'enfant portera soit le nom de la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie en second lieu, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux dans la limite d'un nom pour chacun d'eux.

Cette déclaration est faite dans un délai d'un an à dater de la reconnaissance ou du jour où une décision établissant la filiation paternelle ou maternelle est coulée en force de chose jugée et avant la majorité ou l'émancipation de l'enfant. Le délai d'un an prend cours le jour suivant la notification ou la signification visées à l'article 319bis, alinéa 2.

En cas de modification de la filiation paternelle ou maternelle durant la minorité de l'enfant en suite d'une action en contestation sur la base des articles 318 et 330, le juge acte le nouveau nom de l'enfant, choisi, le cas échéant, par les père et mère selon les règles énoncées au § 1^{er}.

Mention de la déclaration visée à l'alinéa 2 ou du dispositif du jugement visé à l'alinéa 4 est faite en marge de l'acte de naissance et des autres actes concernant l'enfant.

§ 4. Si la filiation d'un enfant est modifiée alors que celui-ci a atteint l'âge de la majorité, aucune modification n'est apportée à son nom sans son accord ».

B.1.2. L'article 3 de la loi du 8 mai 2014 insère dans le Code civil un article 335bis, qui dispose :

« Le nom déterminé conformément à l'article 335, §§ 1^{er} et 3, s'impose aux autres enfants dont la filiation est ultérieurement établie à l'égard des mêmes père et mère ».

B.1.3. Les articles 11 et 12 de la loi du 8 mai 2014, qui font partie du chapitre 3, section 1 (« Dispositions transitoires »), disposent :

« Art. 11. La présente loi s'applique aux enfants nés ou adoptés après son entrée en vigueur.

Toutefois, lorsqu'il existe déjà au moins un enfant dont la filiation est établie à l'égard des mêmes père et mère le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, les articles 335, 353-1 à 353-3 et 356-2 anciens du Code civil demeurent, selon les cas, applicables à la détermination du nom de l'enfant ou de l'enfant adoptif né ou adopté après son entrée en vigueur et dont la filiation est établie à l'égard des mêmes père et mère.

Art. 12. Par dérogation à l'article 11, les père et mère ou les adoptants peuvent, par déclaration conjointe à l'officier de l'état civil, demander au bénéfice de leurs enfants mineurs communs et sous réserve qu'ils n'aient pas d'enfants majeurs communs le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, de leur attribuer un autre nom choisi conformément aux dispositions de la présente loi. Le nom choisi est attribué à l'ensemble des enfants mineurs communs.

La déclaration conjointe est faite dans les douze mois de l'entrée en vigueur de la présente loi ou, en cas de naissance ou d'adoption d'un enfant après l'entrée en vigueur de la présente loi, dans les trois mois qui suivent le jour de l'accouchement ou de l'adoption, si celle-ci a eu lieu en Belgique, ou de l'enregistrement de l'adoption par l'autorité centrale fédérale visée à l'article 360-1 du Code civil, si celle-ci a été prononcée à l'étranger.

Cette déclaration est faite à l'officier de l'état civil de la commune dans laquelle l'enfant est inscrit dans les registres de la population. Il est fait mention du nom attribué en marge de l'acte de naissance de l'enfant concerné ».

B.1.4. Selon l'article 13 de la loi du 8 mai 2014, « la [...] loi entre en vigueur à une date fixée par le Roi, et, au plus tard, le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* ».

L'arrêté royal du 28 mai 2014 a fixé la date d'entrée en vigueur de la loi attaquée au 1^{er} juin 2014.

B.2.1. Il ressort de l'intitulé et des travaux préparatoires de la loi attaquée que le législateur a voulu « instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté ».

Selon l'exposé des motifs, « les évolutions du droit de la famille, du droit international et, parallèlement, du droit de nombreux Etats membres de l'Union européenne en matière de transmission du nom rendent nécessaire un réajustement des droits respectifs de l'homme et de la femme dans la transmission du nom à l'enfant et à l'adopté » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3145/001, p. 5). Il a été pris à cet égard en compte plusieurs engagements internationaux auxquels a souscrit la Belgique qui « exhorte à accorder à l'homme et à la femme des droits similaires dans la transmission du nom à l'enfant » (*ibid.*, p. 6). Il a ainsi été référé à la Convention de New York du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (article 16, paragraphe 1, g), à la Résolution du Comité des ministres du Conseil de l'Europe (78)37 du 27 septembre 1978 sur l'égalité des époux en droit civil, aux Recommandations de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (1998)1362 et (2007)1798 ainsi qu'à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour de justice de l'Union européenne. Il a été relevé que « la modification du droit belge de l'attribution du nom vers l'égalité entre l'homme et la femme permettra d'éviter anticipativement des divergences de nom entre Etats dans des situations d'extranéité et de bipatridie » (*ibid.*, p. 8). La place isolée de la Belgique en Europe a été ainsi relevée dès lors que la législation « ne permet pas à la femme de transmettre son nom à l'enfant selon l'une ou l'autre modalité retenue par ses pays voisins » (*ibid.*):

« Un des objectifs majeurs de cette réforme est d'assurer à la femme la possibilité de transmettre son nom à l'enfant, possibilité que la loi restreint jusqu'à maintenant. On répond ainsi aux aspirations de la société elle-même, qui efface progressivement, en droit, les fondements de l'exclusion des femmes.

Toutefois, en offrant cette nouvelle opportunité aux femmes, la présente réforme ne doit pas rompre à nouveau le principe d'égalité, cette fois-ci au détriment des hommes. Vu ce qui précède, le recours aux mêmes modes de dévolution du nom, que le parent soit homme ou femme, s'impose » (*ibid.*, p. 10).

Pour atteindre cet objectif d'égalité entre les hommes et les femmes, le législateur a permis aux parents de choisir un double nom composé des noms du père et de la mère dans l'ordre qu'ils déterminent ou d'opter pour le nom du père ou celui de la mère :

« En effet, la transmission du seul nom de la mère à l'enfant, y compris dans l'hypothèse où la double filiation est établie, constitue une discrimination inversée à l'égard du père qui ne dispose pas du lien biologique privilégié qui unit l'enfant à sa mère (*mater semper certa est*). Il paraît donc essentiel de maintenir la possibilité de conférer le nom de son père à l'enfant dans les cas dans lesquels la filiation paternelle est établie. Ceci présente en outre l'avantage de ne pas introduire une rupture trop radicale par rapport à la tradition bien ancrée de port du nom du père dans nos sociétés occidentales » (*ibid.*).

Le législateur a donc opté pour l'autonomie de la volonté des parents, plutôt que pour un système d'attribution du nom fixé par la loi, avec éventuellement une possibilité de dérogation pour les parents :

« L'option retenue comporte un certain nombre d'avantages. Un tel dispositif assure l'égalité des sexes dès lors qu'il repose sur le principe de la liberté. Il respecte les choix individuels. Il évite les rapports de force, qui peuvent, dans une certaine mesure, être résolus par le double nom.

[...]

Le choix entre le nom du père ou de la mère confère des droits égaux entre les parents, objectif central de cette réforme. Toutefois l'exercice de ce droit pourrait virer au conflit si aucun accord ne peut se dégager entre eux. Pour limiter pareil risque, la loi octroie aux père et mère la faculté de donner à l'enfant un des noms de chacun d'eux dans l'ordre qu'ils souhaitent. Cette solution est d'ailleurs conforme au souhait des auteurs du projet de promouvoir l'égalité de traitement entre mère et père. Ils pourront trouver ainsi, l'un et l'autre, la confirmation de leur qualité de parent dans le nom de famille de leur enfant » (*ibid.*, pp. 11 et 13).

Le législateur a cependant limité le choix pour garantir « une unité de nom entre enfants nés des mêmes parents. Le nom ne peut donc varier au sein d'une même fratrie et l'ordre des familles se voit ainsi ménagé » (*ibid.*, p. 14).

B.2.2. Le législateur a aussi envisagé l'hypothèse du désaccord entre parents et celle de l'absence de choix. Le choix établi par l'auteur de l'avant-projet de loi pour ces hypothèses était de faire prévaloir le nom du père pour les enfants dont la filiation paternelle et maternelle est établie simultanément.

La section de législation du Conseil d'Etat a relevé qu'une telle disposition « ne réalise pas entièrement » l'objectif d'égalité entre hommes et femmes poursuivi par le législateur (*ibid.*, p. 36) :

« Certes, le législateur se doit, en cas de conflits de dégager une solution qui permette de les trancher. Il ne semble cependant pas que maintenir la situation telle qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire faire primer le nom du père pour les enfants issus de parents mariés et le nom de la mère pour ceux issus de parents non mariés, est nécessairement la seule qui doit être privilégiée » (*ibid.*, p. 37).

La section de législation du Conseil d'Etat a dès lors attiré l'attention du législateur sur les choix opérés par les législations française et luxembourgeoise « dans le respect de l'intérêt de l'enfant ». Les deux législations ont fait le choix des deux noms de famille accolés selon l'ordre alphabétique pour la première et selon l'ordre défini par tirage au sort par l'officier de l'état civil, pour la deuxième :

« Si l'auteur devait décider de ne pas dégager, dans l'avant-projet, une solution des conflits qui serait plus conforme à ses intentions, la question se pose de savoir s'il ne conviendrait pas d'envisager qu'un recours judiciaire soit organisé en cas de conflits entre les parents » (*ibid.*).

Les suggestions du Conseil d'Etat n'ont pas été retenues. Concernant l'absence de choix, le projet relève que « les parents sont parfois peu désireux d'effectuer un choix parmi les possibilités offertes et préfèrent s'en remettre à la loi, à la tradition existante » (*ibid.*, p. 11). Concernant le désaccord entre parents, le projet de loi n'a voulu ni de la solution du droit français vu le « risque d'appauvrissement de la diversité des noms de famille », ni de celle du droit luxembourgeois qui laisse « faire le hasard dans une matière d'ordre public, à savoir l'état des personnes » et qui « susciterait la frustration des parents et l'embarras de l'officier de l'état civil », ni du recours aux juridictions afin de « ne pas créer d'incertitude quant au nom de l'enfant au moment où son acte de naissance est dressé » (*ibid.*, pp. 11 et 12).

Devant la commission compétente de la Chambre, la ministre de la Justice a tout d'abord précisé :

« Les six partis de la majorité ont décidé de déposer ce projet de loi. La ministre aurait, à titre personnel, été plus loin et imposé le double nom à tout le monde. Elle respecte cependant le fait que certaines personnes attachent de l'importance aux valeurs et traditions et souhaitent maintenir le seul nom du père. C'est pourquoi ce projet de loi donne le choix aux parents. Il allie progressisme, non-discrimination et respect des valeurs et traditions.

[...]

La liberté de choix extrême pour laquelle on a opté donne lieu à des avis divergents dans la population. La ministre est cependant d'avis qu'il est nécessaire de trancher, après autant d'années de débat. Dans cette société, la lutte contre la discrimination est fondamentale. Ce projet de loi permet de faire disparaître cette discrimination historique entre les femmes et les hommes, tout en respectant le choix que feront les uns et les autres » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3145/004, pp. 16 et 17).

Elle s'est dite aussi « tout à fait favorable, en outre, à une modification de la solution par défaut prévue dans le projet de loi en imposant la solution du double nom en cas de désaccord ou d'absence de choix » (*ibid.*, p. 23). Plusieurs amendements ont été déposés en ce sens (*ibid.*, pp. 26 à 28). L'amendement n° 7 (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3145/003, p. 7), qui dispose « qu'en cas de désaccord ou en cas d'absence de choix, l'enfant porte le nom de son père et de sa mère composé du nom de son père ou en cas de double nom, du premier nom de son père suivi par le nom de sa mère ou, en cas de double nom, le premier nom de sa mère », a été adopté en commission (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3145/004, p. 30).

Lors de la séance plénière de la Chambre des représentants du 19 mars 2014, la ministre a présenté au nom du Gouvernement un amendement n° 10 au projet de loi. Cet amendement a été renvoyé en commission de la Justice (CRIV, Chambre, 19 mars 2014, pp. 15 à 22).

Cet amendement, déposé par le gouvernement (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3145/007), revient à la solution retenue par le projet de loi. Lors de la discussion en commission, la ministre a précisé que le Gouvernement a décidé d'en revenir au régime adopté en commission, mais que cet amendement « ne constitue pas l'essence du projet de loi à l'examen. En effet, ce projet a pour objectif principal de faire disparaître une forme de discrimination. L'on évite ainsi une condamnation par la CEDH » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3145/008, p. 4). L'amendement ne concerne « qu'une toute petite minorité de cas. En d'autres termes, il ne faut pas perdre de vue que la discussion en cours ne concerne qu'un petit aspect d'un ensemble beaucoup plus vaste » (*ibid.*, p. 10). L'amendement n° 10 a été adopté (*ibid.*, p. 11).

Des amendements visant à donner le double nom en cas de désaccord entre parents ont encore été déposés en commission de la Justice lors de la discussion au Sénat. Ils n'ont pas été retenus (*Doc. parl.*, Sénat, 2013-2014, n° 5-2785/3, p. 26). « La ministre reconnaît que le projet de loi n'est pas parfait, mais insiste sur le fait qu'il s'inscrit sur la voie de la progressivité d'une société qui s'adapte » (*ibid.*, p. 12). Elle a donc plaidé pour que le projet de loi soit adopté sans modification, « sans quoi il ne sera peut-être pas possible de progresser durant la présente législature » (*ibid.*).

Quant à l'étendue des recours

B.3.1. La Cour doit déterminer l'étendue des recours à partir du contenu des requêtes. L'examen des recours est limité aux dispositions attaquées dans la mesure où elles concernent les parties requérantes et pour autant que celles-ci invoquent des griefs contre ces dispositions.

B.3.2. Il ressort de leurs requêtes que les griefs des parties requérantes ne portent que sur l'article 2 de la loi du 8 mai 2014 qui remplace l'article 335 du Code civil, en ce que cet article 335 dispose en son paragraphe 1^{er}, alinéa 2, troisième phrase : « En cas de désaccord ou en cas d'absence de choix, l'enfant porte le nom de son père ». La Cour limite par conséquent son examen à cette disposition.

Quant à la recevabilité et à la portée des interventions dans l'affaire n° 6098

B.4.1. En vertu de l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, toute personne justifiant d'un intérêt peut adresser à la Cour ses observations dans un mémoire relatif à tout recours en annulation sur lequel celle-ci est appelée à statuer.

Justifie d'un tel intérêt la personne qui montre que sa situation peut être directement affectée par l'arrêt que la Cour rendra à propos de ce recours.

B.4.2. Plusieurs mères d'enfants mineurs ont demandé à intervenir dans l'affaire n° 6098. Elles justifient leur intérêt à agir par le fait qu'elles sont mères d'enfants mineurs et que, conformément à l'article 12 de la loi attaquée, les père et mère ou les adoptants peuvent, par déclaration conjointe à l'officier de l'état civil, demander, au bénéfice de leurs enfants mineurs communs, l'attribution d'un autre nom de famille.

A la suite de ces interventions, la partie requérante dans l'affaire n° 6098 souligne qu'en exigeant une déclaration conjointe, l'article 12 de la loi du 8 mai 2014 conduit également à une inégalité entre père et mère. Cet article serait donc indissociablement lié à l'article 335, § 1^{er}, alinéa 2, dernière phrase, du Code civil. Les mêmes griefs d'inconstitutionnalité peuvent être formulés contre cet article 12, ce qui devrait également conduire à l'annulation de cette disposition.

B.4.3. La Cour doit limiter son examen aux dispositions dont l'annulation a été demandée dans la requête.

Il ressort des B.3.1 et B.3.2 que les recours en annulation ne portent pas sur l'article 12 de la loi attaquée.

Une partie intervenante ne peut modifier ou étendre le recours originaire.

L'extension du recours, demandée par la partie requérante dans l'affaire n° 6098 dans son mémoire en réponse, à une disposition qui n'est pas attaquée dans la requête n'est pas davantage recevable.

B.4.4. Lorsque la Cour annule une disposition attaquée, elle annule toutefois d'office les dispositions qui y sont indissociablement liées.

L'article 11 de la loi attaquée dispose qu'elle s'applique aux enfants nés ou adoptés après son entrée en vigueur. « Toutefois, lorsqu'il existe déjà au moins un enfant dont la filiation est établie à l'égard des mêmes père et mère le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, les articles 335, 353-1 à 353-3 et 356-2 anciens du Code civil demeurent, selon les cas, applicables à la détermination du nom de l'enfant ou de l'enfant adoptif né ou adopté après son entrée en vigueur et dont la filiation est établie à l'égard des mêmes père et mère ».

L'article 12 de la loi attaquée permet de déroger à cette dernière règle, les parents ou les adoptants pouvant, « par déclaration conjointe à l'officier de l'état civil, demander au bénéfice de leurs enfants mineurs communs et sous réserve qu'ils n'aient pas d'enfants majeurs communs le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, de leur attribuer un autre nom choisi conformément aux dispositions de la présente loi. Le nom choisi est attribué à l'ensemble des enfants mineurs communs ».

Cette disposition ne peut pas être considérée comme indissociablement liée à l'article 335, § 1^{er}, alinéa 2, troisième phrase, du Code civil, tel qu'il a été inséré par l'article 2 de la loi attaquée. Cette disposition règle l'attribution du nom de famille d'un enfant lors de la déclaration de naissance, dans l'hypothèse d'un désaccord ou d'une absence de choix des parents, alors que l'article 12 de la loi attaquée prévoit une procédure de changement de nom pour les enfants mineurs communs nés avant l'entrée en vigueur de la loi.

Il n'y a donc pas lieu d'étendre le recours en annulation à l'article 12 de la loi attaquée.

B.4.5. Etant donné que les personnes physiques et associations intervenantes n'ajoutent pour le surplus aucun argument essentiel aux griefs formulés par les parties requérantes, il n'y a pas lieu d'examiner la recevabilité de leur intervention.

Quant à la violation du principe d'égalité et de non-discrimination

B.5. La partie requérante dans l'affaire n° 6053 allègue, dans un premier moyen, que la disposition attaquée entraîne une différence de traitement contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, ainsi qu'à l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme. Elle permettrait en effet à un père de faire obstacle à la combinaison des noms de famille et, dans le contexte conflictuel que la partie requérante a retracé, accorderait au père le droit absolu et arbitraire de s'opposer à l'attribution à l'enfant du double nom, contrairement à l'objectif poursuivi par le législateur.

La partie requérante dans l'affaire n° 6098 prend un premier moyen de la violation des articles 10, 11 et 11bis, alinéa 1^{er}, de la Constitution et de l'article 22 de la Constitution lus ou non en combinaison avec les articles 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 5 du Protocole n° 7 à cette Convention, avec les articles 7, 20, 21 et 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec l'article 16 de la Convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Selon la partie requérante, l'article attaqué méconnaît ces dispositions en ayant pour effet de conférer au père de l'enfant un droit de veto quant à la transmission du nom. Ceci constituerait une atteinte discriminatoire au droit au respect de la vie privée et familiale, la distinction étant fondée sur le critère du sexe qui ne pourrait être justifié raisonnablement. En ne prévoyant pas que, dans une telle hypothèse, l'enfant porte le nom des deux parents, il serait porté atteinte au droit au respect de la vie privée et familiale des mères qui seraient traitées de manière discriminatoire par rapport au père.

B.6. L'attribution d'un nom de famille repose principalement sur des considérations d'utilité sociale. Elle est, contrairement à l'attribution du prénom, déterminée par la loi. Celle-ci vise, d'une part, à déterminer le nom de famille de manière simple, rapide et uniforme et, d'autre part, à conférer à ce nom de famille une certaine invariabilité.

B.7.1. Contrairement au droit de porter un nom, celui de donner son nom de famille à son enfant ne peut être considéré comme un droit fondamental. En matière de réglementation de l'attribution du nom, le législateur dispose par conséquent d'un pouvoir d'appréciation étendu, pour autant qu'il respecte le principe d'égalité et de non-discrimination, combiné avec le droit au respect de la vie privée et familiale.

B.7.2. Selon la Cour européenne des droits de l'homme :

« l'article 8 de la Convention ne contient pas de disposition explicite en matière de nom, mais [...] en tant que moyen déterminant d'identification personnelle (*Johansson* c. Finlande, n° 10163/02, § 37, 6 septembre 2007, et *Daróczy* c. Hongrie, n° 44378/05, § 26, 1^{er} juillet 2008) et de rattachement à une famille, le nom d'une personne n'en concerne pas moins la vie privée et familiale de celle-ci. Que l'Etat et la société aient intérêt à en réglementer l'usage ne suffit pas pour exclure la question du nom des personnes du domaine de la vie privée et familiale, conçue comme englobant, dans une certaine mesure, le droit pour l'individu de nouer des relations avec ses semblables (*Burghartz*, précité, § 24; *Stjerna*, précité, § 37; *Ünal Tekeli*, précité, § 42, CEDH 2004-X; *Losonci Rose et Rose* c. Suisse, n° 664/06, § 26, 9 novembre 2010; *Garnaga* c. Ukraine, n° 20390/07, § 36, 16 mai 2013) » (CEDH, 7 janvier 2014, *Cusan et Fazzo* c. Italie, § 55).

B.7.3. Même si le droit de donner son nom de famille ne peut être considéré comme un droit fondamental, les parents ont un intérêt clair et personnel à intervenir dans le processus de détermination du nom de famille de leur enfant.

B.8.1. Avant sa modification par la loi attaquée, l'article 335 du Code civil accordait une préférence au nom de famille paternel. Par son arrêt n° 161/2002 du 6 novembre 2002, la Cour a jugé que cette disposition n'était pas contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution :

« B.5. La préférence accordée au nom de famille paternel s'explique par les conceptions patriarcales de la famille et du ménage qui ont été longtemps dominantes dans la société. Le lien entre le nom et la filiation paternelle, qui était fondé à l'origine sur une règle coutumière, a explicitement été repris dans l'article 335 du Code civil.

B.6. Dans les conceptions de la société contemporaine, d'autres régimes pourraient répondre aux objectifs de l'attribution du nom. Cette constatation ne suffit toutefois pas pour considérer que le régime actuellement en vigueur serait discriminatoire ».

B.8.2. Il ressort de l'intitulé de la loi attaquée et des travaux préparatoires cités en B.2 que le législateur a voulu instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté. A cette fin, il a privilégié l'autonomie de la volonté des parents à un système d'attribution du nom par le législateur et il a permis aux parents de choisir soit un double nom composé des noms du père et de la mère dans l'ordre qu'ils déterminent soit le nom du père ou celui de la mère de l'enfant.

Dans l'arrêt *Cusan et Fazzo* déjà cité, la Cour européenne des droits de l'homme a « rappelé l'importance d'une progression vers l'égalité des sexes et de l'élimination de toute discrimination fondée sur le sexe dans le choix du nom de famille. Elle a en outre estimé que la tradition de manifester l'unité de la famille à travers l'attribution à tous ses membres du nom de l'époux ne pouvait justifier une discrimination envers les femmes (voir, notamment, *Ünal Tekeli*, précité, §§ 64-65) » (§ 66). La Cour précise encore : « Si la règle voulant que le nom du mari soit attribué aux 'enfants légitimes' peut s'avérer nécessaire en pratique et n'est pas forcément en contradiction avec la Convention (voir, *mutatis mutandis*, *Losonci Rose et Rose*, précité, § 49), l'impossibilité d'y déroger lors de l'inscription des nouveau-nés dans les registres d'état civil est excessivement rigide et discriminatoire envers les femmes » (§ 67).

B.8.3. En ce qu'il dispose que « l'enfant dont la filiation paternelle et la filiation maternelle sont établies simultanément porte soit le nom de son père, soit le nom de sa mère, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux dans la limite d'un nom pour chacun d'eux » (§ 1^{er}, alinéa 1^{er}) et que « les père et mère choisissent le nom de l'enfant lors de la déclaration de naissance » (§ 1^{er}, alinéa 2, première phrase), l'article 335 nouveau du Code civil organise un mode de transmission du nom qui permet de déterminer le nom de famille de manière simple et uniforme lors de la déclaration et de conférer à ce nom de famille une certaine invariabilité. Le législateur a, en outre, veillé à garantir l'unité du nom au sein d'une même fratrie (article 335bis du Code civil inséré par l'article 3 de la loi attaquée). Par ailleurs, il a pu estimer que les parents sont les mieux à même d'apprécier l'intérêt de l'enfant. Enfin, ces dispositions sont conformes à la volonté du législateur d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme.

B.8.4. La Cour doit vérifier si l'article 335, § 1^{er}, alinéa 2, troisième phrase, du Code civil est compatible avec les articles 10, 11, 11bis, alinéa 1^{er}, et 22 de la Constitution, en ce qu'il dispose qu'en cas de désaccord ou en cas d'absence de choix, l'enfant porte le nom de son père.

B.8.5. Puisqu'il privilégie l'autonomie de la volonté des parents pour le choix du nom de famille, le législateur doit aussi déterminer la manière d'attribuer le nom de famille dans l'hypothèse où les parents sont en désaccord ou n'opèrent pas de choix, même s'il a par ailleurs veillé à limiter les cas de désaccord en permettant aux parents d'opter pour l'un ou l'autre nom de famille ou pour les deux noms dans l'ordre qu'ils déterminent. Il peut se justifier qu'il fixe lui-même le nom que portera l'enfant, lorsqu'il y a désaccord ou absence de choix, plutôt que d'accorder à cet égard un pouvoir d'appréciation au juge. Il importe en effet en cette matière de fixer de manière simple, rapide et uniforme le nom d'un enfant dès sa naissance. L'article 7 de la Convention relative aux droits de l'enfant dispose, à cet égard, que l'enfant est enregistré aussitôt sa naissance et a dès celle-ci le droit à un nom.

B.8.6. La disposition attaquée traite, cependant, de manière différente des personnes se trouvant dans des situations similaires, à savoir les pères et les mères d'un enfant, dès lors qu'en cas de désaccord entre parents ou en cas d'absence de choix, l'enfant porte obligatoirement le seul nom de son père. Les mères sont ainsi traitées autrement que les pères dans leur droit de transmettre leur nom de famille à leur enfant.

B.8.7. La différence de traitement contenue dans la disposition attaquée est fondée sur le critère du sexe des parents. Seules des considérations très fortes peuvent justifier une différence de traitement exclusivement fondée sur le sexe.

Il ressort des travaux préparatoires cités en B.2 que le législateur a justifié le choix du nom du père par la tradition et par la volonté de faire aboutir la réforme de manière progressive. Ni la tradition, ni la volonté d'avancer progressivement ne peuvent être tenues pour des considérations très fortes justifiant une différence entre les pères et les mères lorsqu'il y a désaccord entre parents ou absence de choix, alors que l'objectif de la loi est de réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes. Par ailleurs, la disposition attaquée peut avoir pour effet de donner ainsi un droit de veto au père d'un enfant dans l'hypothèse où la mère de l'enfant manifeste la volonté de donner à cet enfant son propre nom ou un double nom et où le père n'est pas d'accord avec ce choix.

B.9. L'article 335, § 1^{er}, alinéa 2, troisième phrase, du Code civil, tel qu'il a été remplacé par l'article 2 de la loi du 8 mai 2014, viole les articles 10, 11 et 11bis, alinéa 1^{er}, de la Constitution et doit être annulé.

Afin d'éviter une insécurité juridique, en particulier vu la nécessité de déterminer le nom de l'enfant dès sa naissance, et afin de permettre au législateur d'adopter une nouvelle réglementation, il y a lieu de maintenir les effets de la disposition annulée jusqu'au 31 décembre 2016.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 335, § 1^{er}, alinéa 2, troisième phrase, du Code civil, tel qu'il a été remplacé par l'article 2 de la loi du 8 mai 2014 modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté;

- maintient les effets de la disposition annulée jusqu'au 31 décembre 2016.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 14 janvier 2016.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2016/200428]

Uittreksel uit arrest nr. 2/2016 van 14 januari 2016

Rolnummers : 6053 en 6098

In zake : de beroepen tot gehele of gedeeltelijke (artikel 2) vernietiging van de wet van 8 mei 2014 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de invoering van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen bij de wijze van naamsoverdracht aan het kind en aan de geadopteerde, ingesteld door V.V. en door het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 6 oktober 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 7 oktober 2014, heeft V.V., bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J.-M. Arnould, advocaat bij de balie te Bergen, beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 8 mei 2014 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de invoering van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen bij de wijze van naamsoverdracht aan het kind en aan de geadopteerde (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 mei 2014).

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 26 november 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 27 november 2014, heeft het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. E. Maes en Mr. Y. Thiery, advocaten bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 335, § 1, tweede lid, laatste zin, van het Burgerlijk Wetboek, zoals dat artikel vervangen werd bij artikel 2 van voormelde wet van 8 mei 2014.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 6053 en 6098 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden wet en de context ervan

B.1.1. Artikel 2 van de wet van 8 mei 2014 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de invoering van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen bij de wijze van naamsoverdracht aan het kind en aan de geadopteerde (hierna : de wet van 8 mei 2014) vervangt artikel 335 van het Burgerlijk Wetboek door de volgende bepaling :

« § 1. Het kind wiens afstamming van vaderszijde en afstamming van moederszijde tegelijkertijd komen vast te staan draagt ofwel de naam van zijn vader, ofwel de naam van zijn moeder, ofwel één die samengesteld is uit hun twee namen, in de door hen gekozen volgorde met niet meer dan één naam voor elk van hen.

De ouders kiezen de naam van het kind op het ogenblik van de aangifte van de geboorte. De ambtenaar van de burgerlijke stand neemt akte van deze keuze. In geval van onenigheid of bij afwezigheid van keuze, draagt het kind de naam van de vader.

§ 2. Het kind wiens afstamming alleen van moederszijde vaststaat, draagt de naam van zijn moeder.

Het kind wiens afstamming alleen van vaderszijde vaststaat, draagt de naam van zijn vader.

§ 3. Indien de afstamming van vaderszijde komt vast te staan na de afstamming van moederszijde, blijft de naam van het kind onveranderd. Hetzelfde geldt indien de afstamming van moederszijde komt vast te staan na de afstamming van vaderszijde.

Evenwel kunnen de ouders samen, of kan een van hen indien de andere overleden is, in een door de ambtenaar van de burgerlijke stand opgemaakte akte verklaren dat het kind ofwel de naam van de persoon ten aanzien van wie de afstamming als tweede komt vast te staan zal dragen, ofwel één die samengesteld is uit hun twee namen, in de door hen gekozen volgorde met niet meer dan één naam voor elk van hen.

Deze verklaring wordt afgelegd binnen een termijn van één jaar te rekenen van de dag van de erkenning of van de dag waarop een beslissing die de afstamming van vaderszijde of van moederszijde vaststelt in kracht van gewijsde is gegaan, en voor de meerderjarigheid of de ontvoogding van het kind. De termijn van één jaar begint te lopen op de dag die volgt op de in artikel 319*bis*, tweede lid, bedoelde kennisgeving of betekening.

Bij wijziging van de afstamming van vaderszijde of van moederszijde tijdens de minderjarigheid van het kind als gevolg van een vordering tot betwisting van de afstamming op grond van de artikelen 318 en 330, neemt de rechter akte van de nieuwe naam van het kind die in voorkomend geval is gekozen door de vader en de moeder met inachtneming van de in § 1 vervatte regels.

Van de in het tweede lid bedoelde verklaring of van het beschikkend gedeelte van het in het vierde lid bedoelde vonnis wordt melding gemaakt op de kant van de akte van geboorte en van de andere akten betreffende het kind.

§ 4. Indien de afstamming van een kind wordt gewijzigd wanneer het de meerderjarige leeftijd heeft bereikt, wordt er zonder zijn instemming geen verandering aan zijn naam aangebracht ».

B.1.2. Artikel 3 van de wet van 8 mei 2014 voegt in het Burgerlijk Wetboek een artikel 335*bis* in, dat bepaalt :

« De overeenkomstig artikel 335, §§ 1 en 3, bepaalde naam geldt ook voor de andere kinderen wier afstamming later ten aanzien van dezelfde vader en moeder komt vast te staan ».

B.1.3. De artikelen 11 en 12 van de wet van 8 mei 2014, die deel uitmaken van hoofdstuk 3, afdeling 1 (« Overgangsbepalingen »), luiden :

« Art. 11. Deze wet is van toepassing op kinderen die geboren of geadopteerd zijn na haar inwerkingtreding.

Wanneer er echter reeds ten minste één kind is van wie de afstamming ten aanzien van dezelfde ouders vaststaat op de dag waarop deze wet in werking treedt, blijven de vroegere artikelen 335, 353-1 tot 353-3 en 356-2 van het Burgerlijk Wetboek, naar gelang van het geval, van toepassing op de vaststelling van de naam van het kind of het adoptief kind dat is geboren of geadopteerd na de inwerkingtreding ervan en wiens afstamming ten aanzien van dezelfde ouders vaststaat.

Art. 12. In afwijking van artikel 11 kunnen de ouders of de adoptanten, bij een gemeenschappelijke verklaring bij de ambtenaar van de burgerlijke stand, ten gunste van hun gemeenschappelijke minderjarige kinderen en onder voorbehoud dat zij geen gemeenschappelijke meerderjarige kinderen hebben op de dag waarop deze wet in werking treedt, vragen hen een andere naam toe te kennen die gekozen is in overeenstemming met de bepalingen van deze wet. De gekozen naam wordt toegekend aan alle gemeenschappelijke minderjarige kinderen.

De gemeenschappelijke verklaring wordt afgelegd binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van deze wet of, in geval van geboorte of adoptie van een kind na de inwerkingtreding van deze wet, binnen drie maanden na de dag van de bevalling of van de adoptie, indien deze in België plaatsvond, of van de registratie van de adoptie door de in artikel 360-1 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde federale centrale autoriteit, indien deze in het buitenland werd uitgesproken.

Deze verklaring wordt afgelegd bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar het kind is ingeschreven in de bevolkingsregisters. De toegekende naam wordt vermeld in de rand van de akte van geboorte van het desbetreffende kind ».

B.1.4. Volgens artikel 13 van de wet van 8 mei 2014 « [treedt] deze wet [...] in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* ».

Het koninklijk besluit van 28 mei 2014 heeft de datum van inwerkingtreding van de bestreden wet bepaald op 1 juni 2014.

B.2.1. Uit het opschrift en de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet blijkt dat de wetgever « de gelijkheid tussen mannen en vrouwen bij de wijze van naamsoverdracht aan het kind en aan de geadopteerde » heeft willen invoeren.

Volgens de memorie van toelichting « [nopen] de evoluties in het familierecht, in het internationaal recht, en gelijklopend, in het recht van verschillende Europese Lidstaten inzake de toekenning van de naam [...] tot een aanpassing van de respectievelijke rechten van de man en de vrouw inzake de overdracht van de naam aan het kind of de geadopteerde » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3145/001, p. 5). Er is dienaangaande rekening gehouden met verschillende internationale verbintenissen die België onderschreef en die « [aanspoorden] om gelijke rechten aan man en vrouw toe te kennen wat de overdracht van de naam betreft » (*ibid.*, p. 6). Er is aldus verwezen naar het Verdrag van New York van 18 december 1979 inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen (artikel 16, lid 1, g), naar de Resolutie (78)37 van 27 september 1978 van het Comité van Ministers van de Raad van Europa inzake de gelijkheid tussen echtgenoten wat het burgerlijk recht betreft, naar de Aanbevelingen (1998)1362 en (2007)1798 van de Parlementaire Vergadering van de Raad van Europa alsook naar de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens en van het Hof van Justitie van de Europese Unie. Er is op gewezen dat « de wijziging van het Belgische recht inzake de toekenning van de naam naar gelijkheid tussen man en vrouw [...] anticipatief [zal] toelaten naamverschillen tussen Lidstaten in geval van vreemdelingschap en [bipatridie] te vermijden » (*ibid.*, p. 8). Er is ook gewezen op de geïsoleerde plaats van België binnen Europa omdat de wetgeving « niet toelaat dat de vrouw haar naam aan het kind overdraagt op een wijze zoals voorzien in haar buurlanden » (*ibid.*) :

« Een van de belangrijkste doelstellingen van deze hervorming is ten aanzien van de vrouw de mogelijkheid te verzekeren haar naam aan het kind over te dragen; een mogelijkheid die tot nu wettelijk beperkt was. Hiermee beantwoordt men aan het verlangen van de samenleving zelf, die geleidelijk de wettelijke gronden voor de uitsluiting van vrouwen uitveegt.

Evenwel mag deze hervorming, door deze nieuwe mogelijkheid aan vrouwen te bieden, geen nieuwe inbreuk plegen op het gelijkheidsprincipe, dit keer ten koste van de mannen. Gezien het voorgaande, dringt een toekenning van de naam op gelijke wijze, of de ouder nu moeder of vader is, zich op » (*ibid.*, p. 10).

Om die doelstelling van gelijkheid tussen mannen en vrouwen te bereiken heeft de wetgever de ouders de mogelijkheid geboden een dubbele naam te kiezen bestaande uit de naam van de vader en de naam van de moeder in de door hen bepaalde volgorde, of te kiezen voor de naam van de vader of voor die van de moeder :

« De overdracht van de naam van de moeder, ook indien de dubbele afstamming vaststaat, is inderdaad een discriminatie ten aanzien van de vader die geen bevoorrecht [e] biologische band heeft zoals de moeder ten aanzien van het kind (*mater semper certa est*). Het is bijgevolg noodzakelijk de mogelijkheid te behouden voor de vader om zijn naam aan het kind over te dragen in de gevallen waarin de afstamming langs vaderszijde is vastgesteld. Dit heeft bovendien als voordeel dat er geen te radicale breuk ingevoerd wordt ten aanzien van een diepgewortelde traditie inzake het dragen van de vadersnaam in onze westerse samenlevingen » (*ibid.*).

De wetgever heeft dus gekozen voor de wilsautonomie van de ouders, veeleer dan voor een bij wet vastgelegd systeem voor het toekennen van de naam, met eventueel een mogelijkheid tot afwijking voor de ouders :

« De gekozen optie brengt een aantal voordelen met zich mee. Een dergelijke bepaling verzekert de gelijkheid tussen geslachten gezien deze gebaseerd is op het vrijheidsprincipe. Deze respecteert de individuele keuzes. [Zij] vermijdt krachtmetingen die, in bepaalde mate, door de dubbele naam opgelost kunnen worden.

[...]

De keuze tussen de naam van de vader en de naam van de moeder kent gelijke rechten toe aan de ouders, wat het hoofddoel van deze hervorming is. Evenwel kan de uitoefening van dit recht aanleiding tot conflict geven indien zij er onderling niet uit geraken. Om een dergelijk risico te beperken kent de wet aan de vader en moeder de mogelijkheid toe om het kind elk één van hun namen te geven in een volgorde die zij zelf bepalen. Deze oplossing is bovendien in overeenstemming met de wensen van wie de gelijkheid tussen moeder en vader wilt bevorderen. Op deze wijze kunnen zij elk hun hoedanigheid als ouder in de naam van hun kind bevestigd zien » (*ibid.*, pp. 11 en 13).

De wetgever heeft de keuze echter beperkt om te waarborgen dat « kinderen van dezelfde ouders dezelfde naam zullen dragen. De naam van broers en zussen kan bijgevolg niet verschillen waardoor [de orde der families gevrijwaard kan blijven] » (*ibid.*, p. 14).

B.2.2. De wetgever heeft ook het geval bekeken van de onenigheid tussen ouders en dat van de afwezigheid van keuze. De keuze die de indiener van het voorontwerp van wet voor die gevallen heeft gemaakt, bestond erin voor de kinderen wier afstamming van vaders- en moederszijde tegelijkertijd is komen vast te staan, voorrang te geven aan de naam van de vader.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft erop gewezen dat een dergelijke bepaling de door de wetgever nagestreefde doelstelling van gelijkheid tussen mannen en vrouwen « niet volledig [verwezenlijkt] » (*ibid.*, p. 36) :

« Wanneer er conflicten rijzen, moet de wetgever weliswaar een oplossing aanbrenge die deze conflicten kan beslechten. Maar de huidige gang van zaken behouden, en dus voorrang geven aan de naam van de vader voor kinderen van gehuwde ouders en aan de naam van de moeder voor kinderen van niet-gehuwde ouders, lijkt niet noodzakelijkerwijs de enige oplossing te zijn die in aanmerking moet worden genomen » (*ibid.*, p. 37).

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft bijgevolg de aandacht van de wetgever gevestigd op de keuzes die in de Franse en Luxemburgse wetgeving zijn gemaakt « met inachtneming van de belangen van het kind ». In de beide wetgevingen is gekozen voor de combinatie van de twee familienamen in alfabetische volgorde voor de eerste en in de door loting door de ambtenaar van de burgerlijke stand bepaalde volgorde voor de tweede :

« Indien de steller zou beslissen geen oplossing voor de conflicten op te nemen in het voorontwerp die meer overeenstemt met zijn bedoeling, rijst de vraag of niet overwogen moet worden te voorzien in een gerechtelijk beroep voor het geval van conflicten tussen de ouders » (*ibid.*).

De voorstellen van de Raad van State werden niet aangenomen. Met betrekking tot de ontstentenis van keuze wordt in het ontwerp erop gewezen dat « ouders soms niet een keuze [wensen] te maken tussen de aangeboden mogelijkheden en verkiezen [...] zich op de wet te beroepen, volgens de bestaande traditie » (*ibid.*, p. 11). Met betrekking tot de onenigheid tussen ouders heeft het wetsontwerp noch de oplossing van het Franse recht gewild, gelet op het « risico op verminderde diversiteit op het stuk van familienamen », noch de oplossing van het Luxemburgse recht, die « een aangelegenheid van openbare orde, te weten de staat van de personen, aan het toeval [overlaat] » en die « zou [...] leiden tot frustratie bij de ouders en voor onbehagen [zou] zorgen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand », noch het beroep op de rechtscolleges, opdat « er geen onzekerheid ontstaat over de naam van het kind op het tijdstip dat zijn akte van geboorte wordt opgemaakt » (*ibid.*, pp. 11 en 12).

Voor de bevoegde Kamercommissie heeft de minister van Justitie allereerst gepreciseerd :

« De zes meerderheidspartijen hebben beslist om dit wetsontwerp in te dienen. Persoonlijk zou de minister nog verder zijn gegaan en zou zij voor iedereen de dubbele naam hebben opgelegd. Niettemin kan ze er respect voor opbrengen dat bepaalde mensen vasthouden aan waarden en tradities, en dat zij bijgevolg alleen de naam van de vader willen overdragen. Daarom geeft dit wetsontwerp de ouders de keuze. Het gaat dan ook om een tekst die een progressieve visie, non-discriminatie én respect voor waarden en tradities bundelt.

[...]

De extreme keuzevrijheid waarvoor werd gekozen, heeft uiteenlopende reacties teweeggebracht onder de burgers. De minister is evenwel de mening toegedaan dat, na jarenlang debatteren, de knoop moet worden doorgesneden. In deze samenleving is de strijd tegen ongelijke behandeling fundamenteel. Dit wetsontwerp strekt ertoe een historisch gegroeide ongelijke behandeling tussen vrouwen en mannen weg te werken, waarbij tegelijkertijd eenieders keuze wordt gerespecteerd » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3145/004, pp. 16 en 17).

Zij was bovendien « een groot voorstander van een wijziging van de *default*-oplossing in het wetsontwerp door de dubbele naam op te leggen bij onenigheid of gebrek aan keuze » (*ibid.*, p. 23). Verscheidene amendementen zijn in die zin ingediend (*ibid.*, pp. 26 tot 28). In de commissie werd het amendement nr. 7 (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3145/003, p. 7) aangenomen, dat bepaalt : « In geval van onenigheid of bij afwezigheid van keuze draagt het kind de naam van zijn vader en van zijn moeder, samengesteld uit de naam van zijn vader of, ingeval die een dubbele naam heeft, uit diens eerste naam, gevolgd door de naam van zijn moeder, of, ingeval die een dubbele naam heeft, haar eerste naam » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3145/004, p. 30).

Tijdens de plenaire vergadering van de Kamer van volksvertegenwoordigers van 19 maart 2014 heeft de minister namens de Regering een amendement nr. 10 op het wetsontwerp ingediend. Dat amendement is naar de commissie voor de Justitie gezonden (CRIV, Kamer, 19 maart 2014, pp. 15 tot 22).

Dat amendement, ingediend door de regering (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3145/007), gaat terug naar de oplossing waarvoor in het wetsontwerp is gekozen. Bij de bespreking in de commissie heeft de minister gepreciseerd dat de Regering heeft beslist terug te komen op de in de commissie aangenomen regeling, maar dat dit amendement « niet de hoofdzaak van het voorliggende wetsontwerp uitmaakt. De hoofdessentie is de wegwerking van een discriminatie. Aldus wordt een veroordeling door het EHRM vermeden » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3145/008, p. 4). Het amendement betreft « een absolute minderheid van gevallen. Men mag met andere woorden niet uit het oog verliezen dat de discussie die nu wordt gevoerd slechts een klein aspect van een veel groter geheel betreft » (*ibid.*, p. 10). Het amendement nr. 10 werd aangenomen (*ibid.*, p. 11).

Bij de bespreking in de Senaat zijn in de commissie voor de Justitie nog amendementen ingediend die ertoe strekken in geval van onenigheid tussen de ouders de dubbele naam te geven. Zij werden niet aangenomen (*Parl. St.*, Senaat, 2013-2014, nr. 5-2785/3, p. 26). « De minister ontkent niet dat het wetsontwerp niet perfect is, maar beklemtoont dat het zich inschrijft in de weg van de geleidelijkheid van een samenleving die zich aanpast » (*ibid.*, p. 12). Zij heeft dus ervoor gepleit het wetsontwerp ongewijzigd aan te nemen. « Anders zal tijdens deze legislatuur wellicht geen stap vooruit kunnen worden gezet » (*ibid.*).

Ten aanzien van de omvang van de beroepen

B.3.1. Het Hof dient de omvang van de beroepen te bepalen aan de hand van de inhoud van de verzoekschriften. Het onderzoek van de beroepen is beperkt tot de bestreden bepalingen in zoverre ze op de verzoekende partijen betrekking hebben en voor zover zij daartegen grieven aanvoeren.

B.3.2. Uit hun verzoekschriften blijkt dat de grieven van de verzoekende partijen enkel betrekking hebben op artikel 2 van de wet van 8 mei 2014, dat artikel 335 van het Burgerlijk Wetboek vervangt, in zoverre dat artikel 335 in paragraaf 1, tweede lid, derde zin, bepaalt : « In geval van onenigheid of bij afwezigheid van keuze, draagt het kind de naam van de vader ». Het Hof beperkt zijn onderzoek bijgevolg tot die bepaling.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid en de draagwijdte van de tussenkomenen in de zaak nr. 6098

B.4.1. Luidens artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof kan ieder die van een belang doet blijken aan het Hof zijn opmerkingen richten in een memorie in verband met elk beroep tot vernietiging waarover het Hof uitspraak moet doen.

Doet blijken van een dergelijk belang de persoon die aantoonbaar dat zijn situatie rechtstreeks kan worden geraakt door het arrest dat het Hof in verband met dat beroep zal wijzen.

B.4.2. Verscheidene moeders van minderjarige kinderen hebben gevraagd tussen te komen in de zaak nr. 6098. Zij verantwoordden hun belang om in rechte te treden door het feit dat zij moeder zijn van minderjarige kinderen en dat, overeenkomstig artikel 12 van de bestreden wet, de ouders of de adoptanten, bij een gemeenschappelijke verklaring bij de ambtenaar van de burgerlijke stand, ten gunste van hun gemeenschappelijke minderjarige kinderen, de toekenning van een andere familienaam kunnen vragen.

Ingevolge die tussenkomenen onderstreept de verzoekende partij in de zaak nr. 6098 dat, door een gemeenschappelijke verklaring te vereisen, artikel 12 van de wet van 8 mei 2014 ook leidt tot een ongelijkheid tussen vader en moeder. Dat artikel zou dus onlosmakelijk verbonden zijn met artikel 335, § 1, tweede lid, laatste zin, van het Burgerlijk Wetboek. Dezelfde grieven van ongrondwettigheid kunnen tegen dat artikel 12 worden geformuleerd, hetgeen eveneens tot de vernietiging van die bepaling zou moeten leiden.

B.4.3. Het Hof dient zijn onderzoek te beperken tot die bepalingen waarvan de vernietiging in het verzoekschrift is gevorderd.

Uit B.3.1 en B.3.2 blijkt dat de beroepen tot vernietiging geen betrekking hebben op artikel 12 van de bestreden wet.

Een tussenkomenende partij vermag het oorspronkelijke beroep niet te wijzigen of uit te breiden.

De door de verzoekende partij in de zaak nr. 6098 in haar memorie van antwoord gevraagde uitbreiding van het beroep tot een bepaling die in het verzoekschrift niet wordt bestreden, is evenmin ontvankelijk.

B.4.4. Wanneer het Hof een bestreden bepaling vernietigt, vernietigt het evenwel ambtshalve de bepalingen die daarmee onlosmakelijk zijn verbonden.

Artikel 11 van de bestreden wet bepaalt dat deze van toepassing is op kinderen die geboren of geadopteerd zijn na haar inwerkingtreding. « Wanneer er echter reeds ten minste één kind is van wie de afstamming ten aanzien van dezelfde ouders vaststaat op de dag waarop deze wet in werking treedt, blijven de vroegere artikelen 335, 353-1 tot 353-3 en 356-2 van het Burgerlijk Wetboek, naar gelang van het geval, van toepassing op de vaststelling van de naam van het kind of het adoptief kind dat is geboren of geadopteerd na de inwerkingtreding ervan en wiens afstamming ten aanzien van dezelfde ouders vaststaat ».

Artikel 12 van de bestreden wet maakt het mogelijk van die laatste regel af te wijken, waarbij de ouders of adoptanten « bij een gemeenschappelijke verklaring bij de ambtenaar van de burgerlijke stand, ten gunste van hun gemeenschappelijke minderjarige kinderen en onder voorbehoud dat zij geen gemeenschappelijke meerderjarige kinderen hebben op de dag waarop deze wet in werking treedt, [kunnen] vragen hen een andere naam toe te kennen die gekozen is in overeenstemming met de bepalingen van deze wet. De gekozen naam wordt toegekend aan alle gemeenschappelijke minderjarige kinderen ».

Die bepaling kan niet als onlosmakelijk verbonden worden beschouwd met artikel 335, § 1, tweede lid, derde zin, van het Burgerlijk Wetboek, zoals het is ingevoegd bij artikel 2 van de bestreden wet. Die bepaling regelt de toekenning van de familienaam van een kind bij de aangifte van de geboorte, in het geval van onenigheid of afwezigheid van keuze van de ouders, terwijl artikel 12 van de bestreden wet voorziet in een procedure van naamsverandering voor de gemeenschappelijke minderjarige kinderen die geboren zijn vóór de inwerkingtreding van de wet.

Het beroep tot vernietiging dient dus niet te worden uitgebreid tot artikel 12 van de bestreden wet.

B.4.5. Aangezien de tussenkomenende natuurlijke personen en verenigingen voor het overige geen wezenlijke argumenten toevoegen aan de grieven van de verzoekende partijen, bestaat er geen aanleiding om te onderzoeken of hun tussenkomen ontvankelijk is.

Ten aanzien van de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie

B.5. De verzoekende partij in de zaak nr. 6053 voert in een eerste middel aan dat de bestreden bepaling een verschil in behandeling teweegbrengt dat strijdig is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, alsook met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Zij zou een vader immers de mogelijkheid bieden de combinatie van de familienamen te verhinderen en zou hem, in de conflictueuze context die de verzoekende partij heeft geschetst, het absolute en willekeurige recht toekennen zich te verzetten tegen de toekenning van de dubbele naam aan het kind, in strijd met de door de wetgever nagestreefde doelstelling.

De verzoekende partij in de zaak nr. 6098 leidt een eerste middel af uit de schending van de artikelen 10, 11 en 11bis, eerste lid, van de Grondwet en van artikel 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 5 van het Protocol nr. 7 bij dat Verdrag, met de artikelen 7, 20, 21 en 23 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en met artikel 16 van het Verdrag van 18 december 1979 inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen. Volgens de verzoekende partij schendt het bestreden artikel die bepalingen doordat het tot gevolg heeft aan de vader van het kind een vetorecht inzake de naamsoverdracht toe te kennen. Dat zou een discriminerende aantasting inhouden van het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven, waarbij het onderscheid gegrond is op het criterium van het geslacht, wat niet redelijk zou kunnen worden verantwoord. Door niet erin te voorzien dat in een dergelijk geval het kind de naam van beide ouders draagt, zou afbreuk worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven van de moeders, die op discriminerende wijze zouden worden behandeld ten opzichte van de vaders.

B.6. De toekenning van een familienaam berust in hoofdzaak op overwegingen van sociaal nut. In tegenstelling tot de toekenning van de voornaam wordt zij door de wet bepaald. Die wet strekt ertoe, enerzijds, de familienaam op een eenvoudige, snelle en eenvormige wijze te bepalen en, anderzijds, aan die familienaam een zekere onveranderlijkheid te geven.

B.7.1. Anders dan het recht om een naam te dragen, kan het recht om zijn familienaam aan zijn kind te geven niet als een grondrecht worden beschouwd. Wat de regeling van de naamgeving betreft, beschikt de wetgever derhalve over een ruime beoordelingsbevoegdheid, voor zover hij het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, in samenhang gelezen met het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven, in acht neemt.

B.7.2. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft geoordeeld dat

« artikel 8 van het Verdrag geen uitdrukkelijke bepaling inzake de naam bevat, maar dat als bepalend middel tot identificatie van een persoon (*Johansson t. Finland*, nr. 10163/02, § 37, 6 september 2007, en *Daróczy t. Hongarije*, nr. 44378/05, § 26, 1 juli 2008) en tot uitdrukking van een band met een gezin, de naam van een persoon niettemin zijn of haar privéleven en gezinsleven betreft. Dat de Staat en de samenleving belang erbij hebben het gebruik ervan te regelen volstaat niet om de kwestie van de naam van personen uit te sluiten van het domein van het privé- en gezinsleven, in die zin opgevat dat het in zekere mate het recht van het individu om met zijn naasten betrekkingen aan te knopen omvat (*Burghartz*, voormeld, § 24; *Stjerna*, voormeld, § 37; *Ünal Tekeli*, voormeld, § 42, EHRM 2004-X; *Losonci Rose en Rose t. Zwitserland*, nr. 664/06, § 26, 9 november 2010; *Garnaga t. Oekraïne*, nr. 20390/07, § 36, 16 mei 2013) » (EHRM, 7 januari 2014, *Cusan en Fazzo t. Italië*, § 55).

B.7.3. Ook al kan het recht om zijn familienaam te geven niet als een grondrecht worden beschouwd, toch hebben de ouders een duidelijk en persoonlijk belang erbij om zeggenschap te hebben in het proces om de familienaam van hun kind te bepalen.

B.8.1. Vóór de wijziging ervan bij de bestreden wet, werd in artikel 335 van het Burgerlijk Wetboek de voorkeur gegeven aan de familienaam van de vader. Bij zijn arrest nr. 161/2002 van 6 november 2002 heeft het Hof geoordeeld dat die bepaling niet strijdig was met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet :

« B.5. De voorkeur voor de familienaam van de vader vindt een verklaring in de patriarchale opvattingen over de familie en het gezin die de samenleving gedurende lange tijd hebben gedomineerd. De band tussen de naam en de vaderlijke afstamming, die aanvankelijk op een gewoonterechtelijke regel steunde, werd uitdrukkelijk opgenomen in artikel 335 van het Burgerlijk Wetboek.

B.6. In de opvattingen van de huidige samenleving zouden andere regelingen aan de doelstellingen van de naamgeving kunnen beantwoorden. Die vaststelling alleen volstaat evenwel niet om de geldende regeling als discriminatoir te beschouwen ».

B.8.2. Uit het opschrift van de bestreden wet en uit de in B.2 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat de wetgever de gelijkheid tussen mannen en vrouwen bij de wijze van naamsoverdracht aan het kind en aan de geadopteerde heeft willen invoeren. Daartoe heeft hij de voorrang gegeven aan de wilsautonomie van de ouders boven een systeem van naamgeving door de wetgever en heeft hij de ouders de mogelijkheid geboden ofwel een dubbele naam samengesteld uit de naam van de vader en de naam van de moeder in de door hen bepaalde volgorde ofwel de naam van de vader of die van de moeder van het kind te kiezen.

In het reeds aangehaalde arrest *Cusan en Fazzo* heeft het Europees Hof voor de Rechten van de Mens « herinnerd aan het belang van vooruitgang in de richting van gelijkheid van de geslachten en van het wegwerken van elke discriminatie op grond van geslacht in de keuze van de familienaam. Het is bovendien van oordeel geweest dat de traditie om de eenheid van het gezin kenbaar te maken via het toekennen van de naam van de echtgenoot aan alle leden van dat gezin een discriminatie tegenover de vrouwen niet kan verantwoorden (zie inzonderheid *Ünal Tekeli*, voormeld, §§ 64-65) » (§ 66). Het Hof preciseert voorts : « Hoewel de regel dat aan de ' wettige kinderen ' de naam van de man wordt toegekend, in de praktijk noodzakelijk kan blijken en niet noodzakelijkerwijs in tegenspraak is met het Verdrag (zie, *mutatis mutandis*, *Losonci Rose en Rose*, voormeld, § 49), is de onmogelijkheid om daarvan af te wijken bij de inschrijving van de pasgeborenen in de registers van de burgerlijke stand overdreven star en discriminerend tegenover de vrouwen » (§ 67).

B.8.3. In zoverre het bepaalt dat « het kind wiens afstamming van vaderszijde en afstamming van moederszijde tegelijkertijd komen vast te staan [...] ofwel de naam van zijn vader [draagt], ofwel de naam van zijn moeder, ofwel één die samengesteld is uit hun twee namen, in de door hen gekozen volgorde met niet meer dan één naam voor elk van hen » (§ 1, eerste lid) en dat « de ouders [...] de naam van het kind [kiezen] op het ogenblik van de aangifte van de geboorte » (§ 1, tweede lid, eerste zin), stelt het nieuwe artikel 335 van het Burgerlijk Wetboek een wijze van naamsoverdracht in die het mogelijk maakt de familienaam op eenvoudige en eenvormige wijze te bepalen bij de aangifte en aan die familienaam een bepaalde onveranderlijkheid te verlenen. De wetgever heeft bovendien erop toegezien de eenheid in de naam van broers en zussen te waarborgen (artikel 335bis van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 3 van de bestreden wet). Daarenboven vermocht de wetgever ervan uit te gaan dat de ouders zich in de beste positie bevinden om het belang van het kind te beoordelen. Die bepalingen zijn ten slotte in overeenstemming met de wil van de wetgever om de gelijkheid tussen mannen en vrouwen in te voeren.

B.8.4. Het Hof dient na te gaan of artikel 335, § 1, tweede lid, derde zin, van het Burgerlijk Wetboek bestaanbaar is met de artikelen 10, 11, 11bis, eerste lid, en 22 van de Grondwet, doordat het bepaalt dat in geval van onenigheid of bij afwezigheid van keuze, het kind de naam van de vader draagt.

B.8.5. Nu hij voor de keuze van de familienaam de voorrang geeft aan de wilsautonomie van de ouders, dient de wetgever ook de wijze te bepalen waarop de familienaam wordt toegekend voor het geval dat de ouders het oneens zijn of geen keuze maken, ook al heeft hij voor het overige erop toegezien de gevallen van onenigheid te beperken door de ouders de mogelijkheid te bieden te kiezen voor de ene of de andere familienaam of voor de twee namen in de door hen bepaalde volgorde. Het kan worden verantwoord dat hij zelf de naam vastlegt die het kind zal dragen wanneer er onenigheid of afwezigheid van keuze is, veeleer dan dienaangaande aan de rechter een beoordelingsbevoegdheid te verlenen. Het is immers in die aangelegenheid van belang de naam van een kind vanaf zijn geboorte op een eenvoudige, snelle en eenvormige wijze te bepalen. Artikel 7 van het Verdrag inzake de rechten van het kind bepaalt dienaangaande dat het kind onmiddellijk na de geboorte wordt ingeschreven en vanaf de geboorte het recht op een naam heeft.

B.8.6. Personen die zich in soortgelijke situaties bevinden, namelijk de vader en de moeder van een kind, worden door de bestreden bepaling echter verschillend behandeld aangezien in geval van onenigheid tussen de ouders of in geval van afwezigheid van keuze, het kind verplicht de naam van de vader alleen draagt. In hun recht om hun familienaam over te dragen aan hun kind worden de moeders aldus anders behandeld dan de vaders.

B.8.7. Het verschil in behandeling vervat in de bestreden bepaling is gegrond op het criterium van het geslacht van de ouders. Alleen zeer sterke overwegingen kunnen een verschil in behandeling verantwoorden dat uitsluitend op het geslacht is gegrond.

Uit de in B.2 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat de wetgever de keuze voor de naam van de vader heeft verantwoord door de traditie en de wil om de hervorming geleidelijk tot een goed einde te brengen. Noch de traditie, noch de wil om geleidelijk vooruitgang te boeken kunnen worden geacht zeer sterke overwegingen te zijn die een verschil tussen de vaders en de moeders verantwoorden wanneer er onenigheid tussen de ouders of afwezigheid van keuze is, terwijl de doelstelling van de wet erin bestaat de gelijkheid van mannen en vrouwen te verwezenlijken. De bestreden bepaling kan overigens tot gevolg hebben dat aan de vader van een kind een vetorecht gegeven wordt in het geval dat de moeder van het kind de wil te kennen geeft aan dat kind haar eigen naam of een dubbele naam te geven en de vader het met die keuze niet eens is.

B.9. Artikel 335, § 1, tweede lid, derde zin, van het Burgerlijk Wetboek, zoals vervangen bij artikel 2 van de wet van 8 mei 2014, schendt de artikelen 10, 11 en 11bis, eerste lid, van de Grondwet en dient derhalve te worden vernietigd.

Teneinde rechtsonzekerheid te vermijden, inzonderheid gelet op de noodzaak om de naam van het kind vanaf zijn geboorte te bepalen, en om de wetgever toe te laten een nieuwe regeling aan te nemen, dienen de gevolgen van de vernietigde bepaling tot 31 december 2016 te worden gehandhaafd.

Om die redenen,
het Hof

- vernietigt artikel 335, § 1, tweede lid, derde zin, van het Burgerlijk Wetboek, zoals vervangen bij artikel 2 van de wet van 8 mei 2014 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de invoering van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen bij de wijze van naamsoverdracht aan het kind en aan de geadopteerde;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling tot 31 december 2016.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 14 januari 2016.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2016/200428]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 2/2016 vom 14. Januar 2016

Geschäftsverzeichnisnummern. 6053 und 6098

In Sachen: Klagen auf völlige oder teilweise (Artikel 2) Nichtigklärung des Gesetzes vom 8. Mai 2014 zur Abänderung des Zivilgesetzbuches im Hinblick auf die Gleichstellung von Mann und Frau bei der Weise der Namensübertragung auf das Kind und den Adoptierten, erhoben von V.V. und vom Institut für die Gleichheit von Frauen und Männern.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 6. Oktober 2014 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 7. Oktober 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob V.V., unterstützt und vertreten durch RA J.-M. Arnould, in Mons zugelassen, Klage auf Nichtigklärung des Gesetzes vom 8. Mai 2014 zur Abänderung des Zivilgesetzbuches im Hinblick auf die Gleichstellung von Mann und Frau bei der Weise der Namensübertragung auf das Kind und den Adoptierten (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. Mai 2014).

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 26. November 2014 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 27. November 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob das Institut für die Gleichheit von Frauen und Männern, unterstützt und vertreten durch RAin E. Maes und RA Y. Thiery, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigklärung von Artikel 335 § 1 Absatz 2 letzter Satz des Zivilgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 2 des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Mai 2014.

Diese unter den Nummern 6053 und 6098 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf das angefochtene Gesetz und seinen Kontext

B.1.1. Artikel 2 des Gesetzes vom 8. Mai 2014 zur Abänderung des Zivilgesetzbuches im Hinblick auf die Gleichstellung von Mann und Frau bei der Weise der Namensübertragung auf das Kind und den Adoptierten (nachstehend: Gesetz vom 8. Mai 2014) ersetzt Artikel 335 des Zivilgesetzbuches durch folgende Bestimmung:

«§ 1. Ein Kind, dessen Abstammung väterlicherseits und mütterlicherseits gleichzeitig festgestellt wird, trägt entweder den Namen seines Vaters oder den Namen seiner Mutter oder einen Namen, der sich aus ihren beiden Namen in der von ihnen gewählten Reihenfolge, aber mit nicht mehr als einem Namen eines jeden von ihnen zusammensetzt.

Die Eltern wählen den Namen des Kindes bei der Geburtsanmeldung. Der Standesbeamte beurkundet diese Wahl. Sind die Eltern sich nicht einig oder treffen sie keine Wahl, trägt das Kind den Namen seines Vaters.

§ 2. Ein Kind, dessen Abstammung nur mütterlicherseits feststeht, trägt den Namen seiner Mutter.

Ein Kind, dessen Abstammung nur väterlicherseits feststeht, trägt den Namen seines Vaters.

§ 3. Wird die Abstammung väterlicherseits nach der Abstammung mütterlicherseits festgestellt, bleibt der Name des Kindes unverändert. Das Gleiche gilt, wenn die Abstammung mütterlicherseits nach der Abstammung väterlicherseits festgestellt wird.

Jedoch können beide Elternteile zusammen oder kann einer von ihnen, wenn der andere verstorben ist, in einer vom Standesbeamten ausgefertigten Urkunde erklären, dass das Kind entweder den Namen der Person, der gegenüber die Abstammung an zweiter Stelle festgestellt worden ist, oder einen Namen, der sich aus ihren beiden Namen in der von ihnen gewählten Reihenfolge, aber mit nicht mehr als einem Namen eines jeden von ihnen zusammensetzt, trägt.

Diese Erklärung muss innerhalb einer Frist von einem Jahr ab dem Tag der Anerkennung oder ab dem Tag, wo eine Entscheidung, durch die die Abstammung väterlicherseits oder mütterlicherseits festgestellt wird, formell rechtskräftig geworden ist, und vor der Volljährigkeit oder Erklärung der Mündigkeit des Kindes abgegeben werden. Die Frist von einem Jahr läuft ab dem Tag, der in Artikel 319*bis* Absatz 2 erwähnten Notifizierung oder Zustellung folgt.

Wird infolge einer Anfechtungsklage auf der Grundlage der Artikel 318 und 330 während der Minderjährigkeit des Kindes die Abstammung väterlicherseits oder mütterlicherseits geändert, beurkundet der Richter den neuen Namen des Kindes, den die Elternteile gegebenenfalls nach den in § 1 aufgeführten Regeln gewählt haben.

Die in Absatz 2 erwähnte Erklärung oder der Tenor des in Absatz 4 erwähnten Urteils werden am Rand der Geburtsurkunde und der anderen Urkunden, die das Kind betreffen, vermerkt.

§ 4. Wird die Abstammung eines Kindes geändert, wenn es das Alter der Volljährigkeit bereits erreicht hat, wird ohne sein Einverständnis keine Änderung an seinem Namen vorgenommen».

B.1.2. Artikel 3 des Gesetzes vom 8. Mai 2014 fügt in das Zivilgesetzbuch einen Artikel 335*bis* mit folgendem Wortlaut ein:

«Der gemäß Artikel 335 §§ 1 und 3 festgelegte Name gilt auch für die anderen Kinder, deren Abstammung zu einem späteren Zeitpunkt denselben Eltern gegenüber festgestellt wird».

B.1.3. Die Artikel 11 und 12 des Gesetzes vom 8. Mai 2014, die Teil von Kapitel 3 Abschnitt 1 («Übergangsbestimmungen») sind, lauten:

«Art. 11. Vorliegendes Gesetz ist auf Kinder anwendbar, die nach seinem Inkrafttreten geboren oder adoptiert werden.

Wenn es jedoch bereits mindestens ein Kind gibt, dessen Abstammung am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes denselben Eltern gegenüber feststeht, bleiben die früheren Artikel 335, 353-1 bis 353-3 und 356-2 des Zivilgesetzbuches je nach Fall anwendbar auf die Bestimmung des Namens des Kindes oder Adoptivkindes, das nach Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes geboren oder adoptiert wird und dessen Abstammung denselben Eltern gegenüber feststeht.

Art. 12. In Abweichung von Artikel 11 können die Eltern oder die Adoptierenden durch eine gemeinsame Erklärung beim Standesbeamten zu Gunsten ihrer gemeinsamen minderjährigen Kinder und unter Vorbehalt, dass sie am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes keine gemeinsamen volljährigen Kinder haben, beantragen, dass ihnen ein anderer gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes gewählter Name zuerkannt wird. Der gewählte Name wird allen gemeinsamen minderjährigen Kindern zuerkannt.

Die gemeinsame Erklärung wird binnen zwölf Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes abgegeben oder, im Falle, wo ein Kind nach Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes geboren oder adoptiert wird, binnen drei Monaten nach dem Tag der Entbindung oder der Adoption, wenn diese in Belgien stattgefunden hat, oder der Registrierung der Adoption durch die in Artikel 360-1 des Zivilgesetzbuches erwähnte föderale Zentralbehörde, wenn die Adoption im Ausland ausgesprochen wurde.

Diese Erklärung wird beim Standesbeamten der Gemeinde abgegeben, in der das Kind in den Bevölkerungsregistern eingetragen ist. Der zuerkannte Name wird am Rand der Geburtsurkunde des betreffenden Kindes vermerkt».

B.1.4. Laut Artikel 13 des Gesetzes vom 8. Mai 2014 «tritt [dieses Gesetz] an einem vom König festzulegenden Datum und spätestens am ersten Tag des zwölften Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft».

Der königliche Erlass vom 28. Mai 2014 hat das Datum des Inkrafttretens des angefochtenen Gesetzes auf den 1. Juni 2014 festgelegt.

B.2.1. Aus der Überschrift sowie aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz geht hervor, dass der Gesetzgeber «die Gleichstellung von Mann und Frau bei der Weise der Namensübertragung auf das Kind und den Adoptierten» einführen wollte.

Gemäß der Begründung «erfordern die Entwicklungen des Familienrechts, des internationalen Rechts und – parallel dazu – des Rechts zahlreicher europäischer Mitgliedstaaten bezüglich der Namensübertragung eine Anpassung der Rechte der Männer beziehungsweise der Frauen bei der Namensübertragung auf das Kind oder den Adoptierten» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3145/001, S. 5). Diesbezüglich wurden eine Reihe internationaler Verpflichtungen berücksichtigt, die Belgien unterschrieben hat und mit denen «dazu aufgerufen wird, Männern und Frauen gleichartige Rechten bei der Übertragung des Namens an das Kind zu verleihen» (ebenda, S. 6). So wurde Bezug genommen auf das Übereinkommen von New York vom 18. Dezember 1979 zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau (Artikel 16 Absatz 1 Buchstabe g), auf die Entschliessung (78)37 vom 27. September 1978 des Ministerkomitees des Europarates über die Gleichstellung der Ehegatten im Zivilrecht, auf die Empfehlungen (1998)1362 und (2007)1798 der Parlamentarischen Versammlung des Europarates sowie auf die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte und des Gerichtshofes der Europäischen Union. Es wurde darauf hingewiesen, dass «die Änderung des belgischen Rechts im Bereich der Namensübertragung im Sinne der Gleichstellung zwischen Mann und Frau es ermöglichen wird, vorausgreifend Namensabweichungen zwischen Mitgliedstaaten in Situationen der ausländischen Staatsangehörigkeit und der doppelten Staatsangehörigkeit zu vermeiden» (ebenda, S. 8). Es wurde auch auf die isolierte Stellung von Belgien innerhalb Europas verwiesen, da die Rechtsvorschriften «es der Frau nicht erlauben, dem Kind ihren Namen zu übertragen auf die eine oder andere Weise, die in den Nachbarländern vorgesehen ist» (ebenda):

«Eines der Hauptziele dieser Reform besteht darin, den Frauen die Möglichkeit zu gewährleisten, dem Kind ihren Namen zu übertragen, da diese Möglichkeit bisher durch das Gesetz begrenzt wird. Somit entspricht man den Erwartungen der Gesellschaft, die schrittweise die rechtlichen Grundlagen des Ausschlusses von Frauen abschafft.

Indem den Frauen diese neue Möglichkeit geboten wird, darf diese Reform jedoch nicht erneut den Gleichheitsgrundsatz verletzen, diesmal zum Nachteil der Männer. Angesichts der vorstehenden Darlegungen ist auf die gleiche Weise der Namensübertragung zurückzugreifen, ungeachtet dessen, ob der Elternteil ein Mann oder eine Frau ist» (ebenda, S. 10).

Um dieses Ziel der Gleichstellung zwischen Männern und Frauen zu erreichen, hat der Gesetzgeber es den Eltern ermöglicht, einen Doppelnamen zu wählen, der sich aus dem Namen des Vaters und dem Namen der Mutter zusammensetzt in der von ihnen gewählten Reihenfolge, oder den Namen des Vaters oder denjenigen der Mutter zu wählen:

«Die ausschließliche Namensübertragung von der Mutter auf das Kind, einschließlich in dem Fall, dass die doppelte Abstammung feststeht, ist eine umgekehrte Diskriminierung gegenüber dem Vater, der nicht über die bevorrechtigte biologische Verbindung verfügt, die das Kind mit seiner Mutter hat (*mater semper certa est*). Daher war es wesentlich, die Möglichkeit aufrechtzuerhalten, dem Kind den Namen seines Vaters zu übertragen in den Fällen, in denen die Abstammung väterlicherseits feststeht. Dies hat überdies den Vorteil, keinen allzu radikalen Bruch gegenüber der fest verankerten Tradition, dass in unseren westlichen Gesellschaften der Name des Vaters getragen wird, herbeizuführen» (ebenda).

Der Gesetzgeber hat sich somit für die Willensautonomie der Eltern entschieden, statt für ein gesetzlich festgelegtes System der Zuerkennung des Namens, gegebenenfalls mit einer Möglichkeit der Abweichung für die Eltern:

«Die gewählte Option beinhaltet eine Reihe von Vorteilen. Eine solche Regelung gewährleistet die Gleichstellung der Geschlechter, denn sie beruht auf dem Grundsatz der Freiheit. Damit werden die individuellen Entscheidungen beachtet. Es wird ein Kräftemessen vermieden, das gewissermaßen durch den doppelten Namen gelöst werden kann.

[...]

Die Entscheidung zwischen dem Namen des Vaters und dem Namen der Mutter verleiht den Eltern gleiche Rechte, was das zentrale Ziel dieser Reform ist. Die Ausübung dieses Rechts könnte jedoch in einen Konflikt umschwenken, wenn keine Einigung zwischen ihnen zustande käme. Um eine solche Gefahr zu begrenzen, wird durch das Gesetz dem Vater und der Mutter die Möglichkeit geboten, dem Kind einen der Namen von jedem von ihnen in der von ihnen gewählten Reihenfolge zu geben. Diese Lösung entspricht im Übrigen dem Wunsch der Autoren des Entwurfs, die Gleichbehandlung von Mutter und Vater zu fördern. Somit können beide die Bestätigung ihrer Eigenschaft als Eltern im Familiennamen ihres Kindes erhalten» (ebenda, SS. 11 und 13).

Der Gesetzgeber hat jedoch die Wahlmöglichkeit begrenzt, um zu gewährleisten, dass «Kinder derselben Eltern denselben Namen tragen. Der Name der Geschwister darf also nicht unterschiedlich sein, und die Ordnung der Familien wird somit gewahrt» (ebenda, S. 14).

B.2.2. Der Gesetzgeber hat auch den Fall einer Uneinigkeit zwischen Eltern und des Fehlens einer Namenswahl ins Auge gefasst. Die Entscheidung des Autors des Gesetzesvorentwurfs bestand in diesen Fällen darin, dem Namen des Vaters den Vorrang zu gewähren für die Kinder, deren Abstammung väterlicherseits und mütterlicherseits gleichzeitig feststeht.

Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates hat bemerkt, dass eine solche Bestimmung das durch den Gesetzgeber angestrebte Ziel der Gleichstellung zwischen Männern und Frauen «nicht vollständig verwirklicht» (ebenda, S. 36):

«Der Gesetzgeber muss zwar im Konfliktfall eine Lösung anbieten, durch die der Konflikt beigelegt werden kann. Es erweist sich jedoch nicht, dass die Aufrechterhaltung der heutigen Situation, das heißt dem Namen des Vaters den Vorrang zu gewähren für Kinder von verheirateten Eltern und dem Namen der Mutter für Kinder von nicht verheirateten Eltern, notwendigerweise die einzige Lösung ist, die zu berücksichtigen wäre» (ebenda, S. 37).

So hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates den Gesetzgeber auf die Entscheidungen aufmerksam gemacht, die in der französischen und luxemburgischen Gesetzgebung «unter Berücksichtigung der Interessen des Kindes» getroffen wurden. In den beiden Gesetzgebungen hat man sich für die beiden in alphabetischer Reihenfolge aneinander gefügten Familiennamen im ersten Fall und in der durch Losziehung durch den Standesbeamten bestimmten Reihenfolge im letzteren Fall entschieden:

«Wenn der Autor beschließen sollte, im Vorentwurf keine Konfliktlösung vorzusehen, die seinen Absichten eher entsprechen würde, stellt sich die Frage, ob man nicht erwägen sollte, eine gerichtliche Beschwerde im Falle eines Konflikts zwischen den Eltern vorzusehen» (ebenda).

Die Anregungen des Staatsrates wurden nicht angenommen. Bezüglich des Ausbleibens einer Entscheidung heißt es im Entwurf, «die Eltern sind bisweilen kaum bereit, eine Entscheidung zwischen den gebotenen Möglichkeiten zu treffen, und halten sich lieber an das Gesetz, an die bestehende Tradition» (ebenda, S. 11). Bezüglich der Uneinigkeit zwischen Eltern wollte man im Gesetzentwurf weder die Lösung des französischen Rechts angesichts der «Gefahr einer Verarmung der Vielfalt der Familiennamen», noch diejenige des luxemburgischen Rechts, die es «dem Zufall überlässt in einer Angelegenheit der öffentlichen Ordnung, nämlich des Personenstandes», und die «zu Frust bei den Eltern und zu Unbehagen bei den Standesbeamten führen würde», noch die Inanspruchnahme der Gerichte, um «keine Unsicherheit bezüglich des Namens des Kindes zum Zeitpunkt der Erstellung seiner Geburtsurkunde herbeizuführen» (ebenda, SS. 11 und 12).

Vor dem zuständigen Kammarausschuss hat die Justizministerin zunächst präzisiert:

«Die sechs Mehrheitsparteien haben beschlossen, diesen Gesetzentwurf einzureichen. Die Ministerin wäre persönlich weitergegangen und hätte allen den doppelten Namen vorgeschrieben. Sie achtet es jedoch, dass gewisse Personen den Werten und Traditionen große Bedeutung beimessen und am alleinigen Namen des Vaters festhalten möchten. Daher wird in diesem Gesetzentwurf den Eltern die Wahl überlassen. So werden in dem Text eine progressive Sichtweise mit Nichtdiskriminierung und Beachtung von Werten und Traditionen miteinander vereinbart.

[...]

Die extreme Wahlfreiheit, für die man sich entschieden hat, hat unterschiedliche Reaktionen bei den Bürgern hervorgerufen. Die Ministerin ist jedoch der Auffassung, dass nach so vielen Jahren der Diskussionen ein Beschluss gefasst werden muss. In dieser Gesellschaft ist die Bekämpfung der Diskriminierung von grundlegender Bedeutung. Durch diesen Gesetzentwurf lässt sich die historische Diskriminierung zwischen Frauen und Männern beseitigen und gleichzeitig die Wahlentscheidung eines jeden berücksichtigen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3145/004, SS. 16 und 17).

Sie sprach sich außerdem auch «ganz für eine Änderung der Standardlösung aus, die im Gesetzentwurf vorgesehen ist, indem die Lösung des Doppelnamens im Falle einer Uneinigkeit oder des Ausbleibens einer Wahl vorgesehen ist» (ebenda, S. 23). Mehrere Abänderungsanträge wurden in diesem Sinne eingereicht (ebenda, SS. 26 bis 28). Der Abänderungsantrag Nr. 7 (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3145/003, S. 7), der bestimmt, «dass im Fall der Uneinigkeit oder des Ausbleibens einer Entscheidung das Kind den Namen seines Vaters und seiner Mutter trägt, zusammengesetzt aus dem Namen seines Vaters oder, im Fall eines Doppelnamens, dem ersten Namen seines Vaters, und anschließend dem Namen seiner Mutter, oder, im Fall eines Doppelnamens, des ersten Namen seiner Mutter», wurde im Ausschuss angenommen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3145/004, S. 30).

In der Plenarsitzung der Abgeordnetenkammer vom 19. März 2014 hat die Ministerin im Namen der Regierung einen Abänderungsantrag Nr. 10 zum Gesetzentwurf eingereicht. Dieser Abänderungsantrag wurde an den Justizausschuss weitergeleitet (CRIV, Kammer, 19. März 2014, SS. 15 bis 22).

In diesem von der Regierung eingereichten Abänderungsantrag (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3145/007) kehrt man zu der im Gesetzentwurf vorgesehenen Lösung zurück. Bei der Erörterung im Ausschuss hat die Ministerin präzisiert, dass die Regierung beschlossen hat, die im Ausschuss angenommene Regelung wieder aufzugreifen, aus dieser Abänderungsantrag jedoch «nicht das Wesentliche des zur Behandlung vorliegenden Gesetzentwurfs darstellt. Dieser Entwurf bezweckt nämlich hauptsächlich, eine Form der Diskriminierung zu beseitigen. Somit wird eine Verurteilung durch den EuGHMR vermieden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3145/008, S. 4). Der Abänderungsantrag betrifft «nur eine sehr geringe Minderheit von Fällen. Mit anderen Worten, man darf nicht übersehen, dass die laufende Diskussion nur einen sehr geringen Aspekt eines viel umfassenderen Ganzen betrifft» (ebenda, S. 10). Der Abänderungsantrag Nr. 10 wurde angenommen (ebenda, S. 11).

Abänderungsanträge mit dem Ziel, im Falle der Uneinigkeit zwischen Eltern den doppelten Namen zu verleihen, wurden während der Diskussion im Senat im Justizausschuss hinterlegt. Sie wurden nicht angenommen (*Parl. Dok.*, Senat, 2013-2014, Nr. 5-2785/3, S. 26). «Die Ministerin räumt ein, dass der Gesetzentwurf nicht perfekt ist, hebt jedoch hervor, dass er einer progressiven Entwicklung in einer sich anpassenden Gesellschaft folgt» (ebenda, S. 12). Sie sprach sich dafür aus, dass der Gesetzentwurf unverändert angenommen wird, «da es andernfalls vielleicht während dieser Legislaturperiode nicht möglich sein wird, voranzukommen» (ebenda).

In Bezug auf die Tragweite der Klagen

B.3.1. Der Gerichtshof muss die Tragweite der Klagen anhand des Inhalts der Klageschriften bestimmen. Die Prüfung der Klagen ist auf die angefochtenen Bestimmungen begrenzt, insofern sie die klagenden Parteien betreffen und insofern diese Beschwerdegründe gegen diese Bestimmungen anführen.

B.3.2. Aus ihren Klageschriften geht hervor, dass die Beschwerdegründe der klagenden Parteien sich nur auf Artikel 2 des Gesetzes vom 8. Mai 2014 beziehen, der Artikel 335 des Zivilgesetzbuches ersetzt, insofern dieser Artikel 335 in Paragraph 1 Absatz 2 dritter Satz bestimmt: «Sind die Eltern sich nicht einig oder treffen sie keine Wahl, trägt das Kind den Namen seines Vaters». Der Gerichtshof begrenzt seine Prüfung folglich auf diese Bestimmung.

In Bezug auf die Zulässigkeit und die Tragweite der Interventionen in der Rechtssache Nr. 6098

B.4.1. Gemäß Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof kann jede Person, die ein Interesse nachweist, in einem Schriftsatz ihre Bemerkungen bezüglich jeder Nichtigkeitsklage, über die der Gerichtshof befinden muss, an den Gerichtshof richten.

Ein solches Interesse weist die Person auf, die beweist, dass ihre Situation direkt durch den Entscheid, den der Gerichtshof über diese Klage fällen wird, betroffen sein kann.

B.4.2. Mehrere Mütter von minderjährigen Kindern hatten eine Intervention in der Rechtssache Nr. 6098 beantragt. Sie begründen ihr Interesse, vor Gericht aufzutreten, damit, dass sie Mütter von minderjährigen Kindern seien und dass gemäß Artikel 12 des angefochtenen Gesetzes die Eltern oder die Adoptierenden durch eine gemeinsame Erklärung beim Standesbeamten zugunsten ihrer gemeinsamen minderjährigen Kinder beantragen könnten, dass ihnen ein anderer Familienname zuerkannt werde.

Im Anschluss an diese Interventionen hebt die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6098 hervor, dass durch die Vorschrift einer gemeinsamen Erklärung Artikel 12 des Gesetzes vom 8. Mai 2014 ebenfalls zu einer Ungleichheit zwischen Vater und Mutter führe. Dieser Artikel sei folglich untrennbar mit Artikel 335 § 1 Absatz 2 letzter Satz des Zivilgesetzbuches verbunden. Die gleichen Beschwerdegründe der Verfassungswidrigkeit könnten gegen diesen Artikel 12 angeführt werden, was ebenfalls zur Nichtigkeitsklärung dieser Bestimmung führen müsse.

B.4.3. Der Gerichtshof muss seine Prüfung auf die Bestimmungen begrenzen, deren Nichtigkeitsklärung in der Klageschrift beantragt wurde.

Aus B.3.1 und B.3.2 geht hervor, dass die Nichtigkeitsklagen sich nicht auf Artikel 12 des angefochtenen Gesetzes beziehen.

Eine intervenierende Partei darf nicht die ursprüngliche Klage ändern oder erweitern.

Die durch die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6098 in ihrem Erwidernsschriftsatz beantragte Erweiterung der Klage auf eine Bestimmung, die in der Klageschrift nicht angefochten wird, ist ebenfalls nicht zulässig.

B.4.4. Wenn der Gerichtshof eine angefochtene Bestimmung für nichtig erklärt, erklärt er jedoch von Amts wegen die untrennbar damit verbundenen Bestimmungen für nichtig.

Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes bestimmt, dass dieses auf Kinder anwendbar ist, die nach seinem Inkrafttreten geboren oder adoptiert werden. «Wenn es jedoch bereits mindestens ein Kind gibt, dessen Abstammung am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes denselben Eltern gegenüber feststeht, bleiben die früheren Artikel 335, 353-1 bis 353-3 und 356-2 des Zivilgesetzbuches je nach Fall anwendbar auf die Bestimmung des Namens des Kindes oder Adoptivkindes, das nach Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes geboren oder adoptiert wird und dessen Abstammung denselben Eltern gegenüber feststeht».

Artikel 12 des angefochtenen Gesetzes ermöglicht es, von der letztgenannten Regel abzuweichen, wobei die Eltern oder die Adoptierenden «durch eine gemeinsame Erklärung beim Standesbeamten zu Gunsten ihrer gemeinsamen minderjährigen Kinder und unter Vorbehalt, dass sie am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes keine gemeinsamen volljährigen Kinder haben, beantragen, dass ihnen ein anderer gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes gewählter Name zuerkannt wird. Der gewählte Name wird allen gemeinsamen minderjährigen Kindern zuerkannt».

Es kann nicht davon ausgegangen werden, dass diese Bestimmung untrennbar mit Artikel 335 § 1 Absatz 2 dritter Satz des Zivilgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes, verbunden ist. Diese Bestimmung regelt die Zuteilung des Familiennamens eines Kindes bei seiner Geburtsanmeldung im Falle der Uneinigkeit oder des Ausbleibens einer Entscheidung der Eltern, während in Artikel 12 des angefochtenen Gesetzes ein Verfahren der Namensänderung für gemeinsame minderjährige Kinder, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes geboren wurden, vorgesehen ist.

Die Nichtigkeitsklage ist folglich nicht auf Artikel 12 des angefochtenen Gesetzes auszudehnen.

B.4.5. Da die intervenierenden natürlichen Personen und Vereinigungen außerdem kein wesentliches Argument zu den Beschwerdegründen der klagenden Parteien hinzufügen, braucht die Zulässigkeit ihrer Intervention nicht geprüft zu werden.

In Bezug auf den Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung

B.5. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6053 führt in einem ersten Klagegrund an, dass die angefochtene Bestimmung zu einem Behandlungsunterschied führe, der im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung sowie zu Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention stehe. Sie biete Vätern nämlich die Möglichkeit, sich der Verbindung des Familiennamens zu widersetzen, und gewähre ihnen in einem Kontext des Konfliktes, den die klagende Partei beschrieben habe, das absolute und willkürliche Recht, die Gewährung des Doppelnamens an das Kind abzulehnen, dies im Widerspruch zu der Zielsetzung des Gesetzgebers.

Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6098 leitet einen ersten Klagegrund ab aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 11*bis* Absatz 1 der Verfassung und gegen Artikel 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 8 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 5 des Protokolls Nr. 7 zu dieser Konvention, mit den Artikeln 7, 20, 21 und 23 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und mit Artikel 16 des Übereinkommens vom 18. Dezember 1979 zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau. Nach Auffassung der klagenden Partei würden diese Bestimmungen durch den angefochtenen Artikel missachtet, indem er zur Folge habe, dem Vater des Kindes ein Vetorecht bezüglich der Namensübertragung zu verleihen. Dies sei eine diskriminierende Beeinträchtigung des Rechtes auf Achtung des Privat- und Familienlebens, wobei die Unterscheidung auf dem Kriterium des Geschlechts beruhe, was nicht vernünftig zu rechtfertigen sei. Indem in einem solchen Fall nicht vorgesehen sei, dass das Kind den Namen beider Eltern trage, werde das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens der Mütter verletzt, die gegenüber den Vätern auf diskriminierende Weise behandelt würden.

B.6. Die Zuerkennung eines Familiennamens beruht hauptsächlich auf Erwägungen gesellschaftlichen Nutzens. Im Gegensatz zur Zuerkennung des Vornamens wird sie gesetzlich geregelt. Mit der gesetzlichen Regelung soll einerseits der Familienname auf einfache, schnelle und einheitliche Weise festgelegt werden und andererseits dieser Familienname mit einer gewissen Unveränderlichkeit versehen werden.

B.7.1. Im Gegensatz zu dem Recht, einen Namen zu tragen, kann das Recht, seinem Kind seinen Familiennamen zu geben, nicht als ein Grundrecht angesehen werden. Hinsichtlich der Regelung der Namensgebung verfügt der Gesetzgeber deshalb über eine weit gefasste Beurteilungsbefugnis, vorausgesetzt, dass er den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung in Verbindung mit dem Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens beachtet.

B.7.2. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte hat geurteilt:

«Artikel 8 der Konvention enthält keine ausdrückliche Bestimmung bezüglich des Namens; als Mittel der persönlichen Identifizierung (*Johansson* gegen Finnland, Nr. 10163/02, § 37, 6. September 2007, und *Daróczy* gegen Ungarn, Nr. 44378/05, § 26, 1. Juli 2008) und der Verbindung mit einer Familie betrifft der Name einer Person dennoch ihr Privatleben und ihr Familienleben. Dass der Staat und die Gesellschaft ein Interesse an der Regelung seines Gebrauchs haben, reicht nicht aus, um die Frage des Namens der Personen aus dem Bereich des Privat- und Familienlebens auszuschließen, aufgefasst in dem Sinne, dass es in einem gewissen Maße das Recht des Einzelnen, Verbindungen zu seinen Angehörigen zu knüpfen, einschließt (*Burghartz*, vorerwähnt, § 24; *Stjerna*, vorerwähnt, § 37; *Ünal Tekeli*, vorerwähnt, § 42, EuGHMR 2004-X; *Losonci Rose und Rose* gegen Schweiz, Nr. 664/06, § 26, 9. November 2010; *Garnaga* gegen Ukraine, Nr. 20390/07, § 36, 16. Mai 2013)» (EuGHMR, 7. Januar 2014, *Cusan und Fazzo* gegen Italien, § 55).

B.7.3. Auch wenn das Recht, seinen Familiennamen zu verleihen, nicht als ein Grundrecht angesehen werden kann, besitzen die Eltern ein deutliches und persönliches Interesse daran, in den Prozess der Bestimmung des Familiennamens ihres Kindes einzugreifen.

B.8.1. Vor der Abänderung durch das angefochtene Gesetz wurde in Artikel 335 des Zivilgesetzbuches dem Familiennamen des Vaters der Vorzug gewährt. In seiner Entscheidung Nr. 161/2002 vom 6. November 2002 hat der Gerichtshof geurteilt, dass diese Bestimmung nicht im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stand:

«B.5. Der Vorzug, der dem Familiennamen des Vaters gegeben wird, findet eine Erklärung in der patriarchalischen Auffassung von Familie und Haushalt, die in der Gesellschaft lange vorherrschend war. Die Verbindung zwischen dem Namen und der väterlichen Abstammung, die sich anfangs auf eine gewohnheitsrechtliche Regel stützte, wurde ausdrücklich in Artikel 335 des Zivilgesetzbuches aufgenommen.

B.6. In den Auffassungen der heutigen Gesellschaft könnten andere Regelungen den Zielsetzungen der Namensgebung gerecht werden. Diese Feststellung allein reicht jedoch nicht aus, um die geltende Regelung als diskriminierend einzustufen».

B.8.2. Aus der Überschrift des angefochtenen Gesetzes und den in B.2 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass der Gesetzgeber die Gleichstellung von Mann und Frau bei der Weise der Namensübertragung auf das Kind und den Adoptierten einführen wollte. Hierzu hat er der Willensautonomie der Eltern den Vorzug gegenüber einem System der Namensgebung durch den Gesetzgeber gewährt und es den Eltern ermöglicht, entweder einen Doppelnamen zu wählen, der aus dem Namen des Vaters und dem Namen der Mutter in der von ihnen gewählten Reihenfolge besteht, oder den Namen des Vaters oder denjenigen der Mutter des Kindes zu wählen.

In dem bereits zitierten Urteil *Cusan und Fazzo* hat der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte «an die Bedeutung eines Fortschritts in der Richtung der Gleichstellung der Geschlechter und der Beseitigung jeglicher Diskriminierung aufgrund der Geschlechts in der Wahl des Familiennamens erinnert. Er war außerdem der Auffassung, dass die Tradition, die Einheit der Familie durch die Vergabe des Namens des Ehegatten an alle ihre Mitglieder auszudrücken, eine Diskriminierung der Frauen nicht rechtfertigen konnte (siehe insbesondere *Ünal Tekeli*, vorerwähnt, §§ 64-65)» (§ 66). Der Gerichtshof hat ferner präzisiert: «Auch wenn die Regel, wonach der Name des Ehegatten den 'ehelichen Kindern' gewährt wird, sich in der Praxis als notwendig erweisen kann und nicht notwendigerweise in Widerspruch zur Konvention steht (siehe, *mutatis mutandis*, *Losonci Rose und Rose*, vorerwähnt, § 49), ist die Unmöglichkeit, bei der Eintragung der Neugeborenen in den Standesamtsregistern davon abzuweichen, übertrieben starr und diskriminierend gegenüber den Frauen» (§ 67).

B.8.3. Insofern der neue Artikel 335 des Zivilgesetzbuches bestimmt, dass «ein Kind, dessen Abstammung väterlicherseits und mütterlicherseits gleichzeitig festgestellt wird, [...] entweder den Namen seines Vaters oder den Namen seiner Mutter oder einen Namen, der sich aus ihren beiden Namen in der von ihnen gewählten Reihenfolge, aber mit nicht mehr als einem Namen eines jeden von ihnen zusammensetzt» trägt (§ 1 Absatz 1) und «die Eltern [...] den Namen des Kindes bei der Geburtsanmeldung [wählen]» (§ 1 Absatz 2 erster Satz), wird durch diesen Artikel eine Weise der Namensübertragung organisiert, durch die der Familienname auf einfache und einheitliche Weise bei der Anmeldung bestimmt und diesem Familiennamen eine gewisse Unveränderlichkeit verliehen werden kann. Der Gesetzgeber hat darüber hinaus darauf geachtet, die Einheitlichkeit der Namen von Geschwistern zu gewährleisten (Artikel 335*bis* des Zivilgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes). Im Übrigen konnte er davon ausgehen, dass die Eltern am besten das Interesse des Kindes beurteilen können. Schließlich entsprechen diese Bestimmungen dem Willen des Gesetzgebers, die Gleichstellung zwischen Männern und Frauen einzuführen.

B.8.4. Der Gerichtshof muss prüfen, ob Artikel 335 § 1 Absatz 2 dritter Satz des Zivilgesetzbuches vereinbar ist mit den Artikeln 10, 11, 11*bis* Absatz 1 und 22 der Verfassung, insofern er bestimmt, dass das Kind im Falle der Uneinigkeit oder des Ausbleibens einer Wahl den Namen des Vaters trägt.

B.8.5. Da er der Willensautonomie der Eltern für die Wahl des Familiennamens den Vorzug gibt, muss der Gesetzgeber auch die Weise der Erteilung des Familiennamens in dem Fall bestimmen, in dem die Eltern sich nicht einig sind oder keine Wahl treffen, selbst wenn er im Übrigen darauf geachtet hat, die Fälle der Uneinigkeit zu begrenzen, indem er es den Eltern ermöglicht, sich für den einen oder den anderen Familiennamen oder für die beiden Namen in der von ihnen gewählten Reihenfolge zu entscheiden. Es kann gerechtfertigt sein, dass er selbst den Namen festlegt, den das Kind tragen wird, wenn Uneinigkeit herrscht oder keine Wahl getroffen wird, statt diesbezüglich dem Richter eine Ermessensbefugnis zu erteilen. In dieser Angelegenheit gilt es nämlich, auf einfache, schnelle und einheitliche Weise den Namen eines Kindes bei seiner Geburt festzulegen. Artikel 7 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes bestimmt diesbezüglich, dass das Kind unverzüglich nach seiner Geburt einzutragen ist und von Geburt an das Recht auf einen Namen hat.

B.8.6. In der angefochtenen Bestimmung werden jedoch Personen, die sich in ähnlichen Situationen befinden, unterschiedlich behandelt, nämlich der Vater und die Mutter eines Kindes, da im Falle der Uneinigkeit zwischen den Eltern oder im Fall des Fehlens einer Wahl das Kind automatisch nur den Namen seines Vaters trägt. Somit werden die Mütter anders behandelt als die Väter in ihrem Recht, ihren Familiennamen an ihr Kind zu übertragen.

B.8.7. Der Behandlungsunterschied in der angefochtenen Bestimmung beruht auf dem Kriterium des Geschlechts der Eltern. Nur sehr starke Erwägungen können einen ausschließlich auf dem Geschlecht beruhenden Behandlungsunterschied rechtfertigen.

Aus den in B.2 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass der Gesetzgeber die Wahl des Namens des Vaters mit der Tradition und mit dem Willen, die Reform schrittweise zu verwirklichen, gerechtfertigt hat. Weder die Tradition, noch der Wille, schrittweise voranzukommen, können angenommen werden als starke Erwägungen, die einen Unterschied zwischen den Vätern und den Müttern rechtfertigen, wenn Uneinigkeit zwischen Eltern besteht oder keine Wahl getroffen wird, während das Ziel des Gesetzes darin besteht, die Gleichheit zwischen Männern und Frauen zu verwirklichen. Im Übrigen kann die angefochtene Bestimmung zur Folge haben, somit dem Vater eines Kindes ein Vetorecht zu gewähren, falls die Mutter des Kindes den Willen ausdrückt, diesem Kind ihren eigenen Namen oder einen Doppelnamen zu geben und der Vater mit dieser Wahl nicht einverstanden ist.

B.9. Artikel 335 § 1 Absatz 2 dritter Satz des Zivilgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 2 des Gesetzes vom 8. Mai 2014, verstößt gegen die Artikel 10, 11 und 11bis Absatz 1 der Verfassung und ist daher für nichtig zu erklären.

Damit Rechtsunsicherheit vermieden wird, insbesondere angesichts der Notwendigkeit, den Namen des Kindes bei seiner Geburt festzulegen, und es dem Gesetzgeber ermöglicht wird, eine neue Regelung anzunehmen, sind die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zum 31. Dezember 2016 aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 335 § 1 Absatz 2 dritter Satz des Zivilgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 2 des Gesetzes vom 8. Mai 2014 zur Abänderung des Zivilgesetzbuches im Hinblick auf die Gleichstellung von Mann und Frau bei der Weise der Namensübertragung auf das Kind und den Adoptierten, für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zum 31. Dezember 2016 aufrecht.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 14. Januar 2016.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2016/200429]

Uittreksel uit arrest nr. 3/2016 van 14 januari 2016

Rolnummer : 6086

In zake : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 25 april 2014 houdende diverse bepalingen betreffende Justitie en van de wet van 8 mei 2014 houdende wijziging en coördinatie van diverse wetten inzake Justitie (I), ingesteld door de Orde van Vlaamse balies en Dominique Matthys.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters A. Alen en J. Spreutels, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, P. Nihoul, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter A. Alen,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 13 november 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 14 november 2014, is beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de wet van 25 april 2014 houdende diverse bepalingen betreffende Justitie en van de wet van 8 mei 2014 houdende wijziging en coördinatie van diverse wetten inzake Justitie (I) (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 mei 2014, tweede editie) door de Orde van Vlaamse balies en Dominique Matthys, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. E. Cloots en Mr. S. Sottiaux, advocaten bij de balie te Antwerpen.

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de artikelen 159, 160 en 161 van de wet van 25 april 2014 houdende diverse bepalingen betreffende Justitie (hierna : de wet van 25 april 2014) en van de artikelen 49, 6° en 7°, en 52, 3°, van de wet van 8 mei 2014 houdende wijziging en coördinatie van diverse wetten inzake Justitie (I) (hierna : de wet van 8 mei 2014).